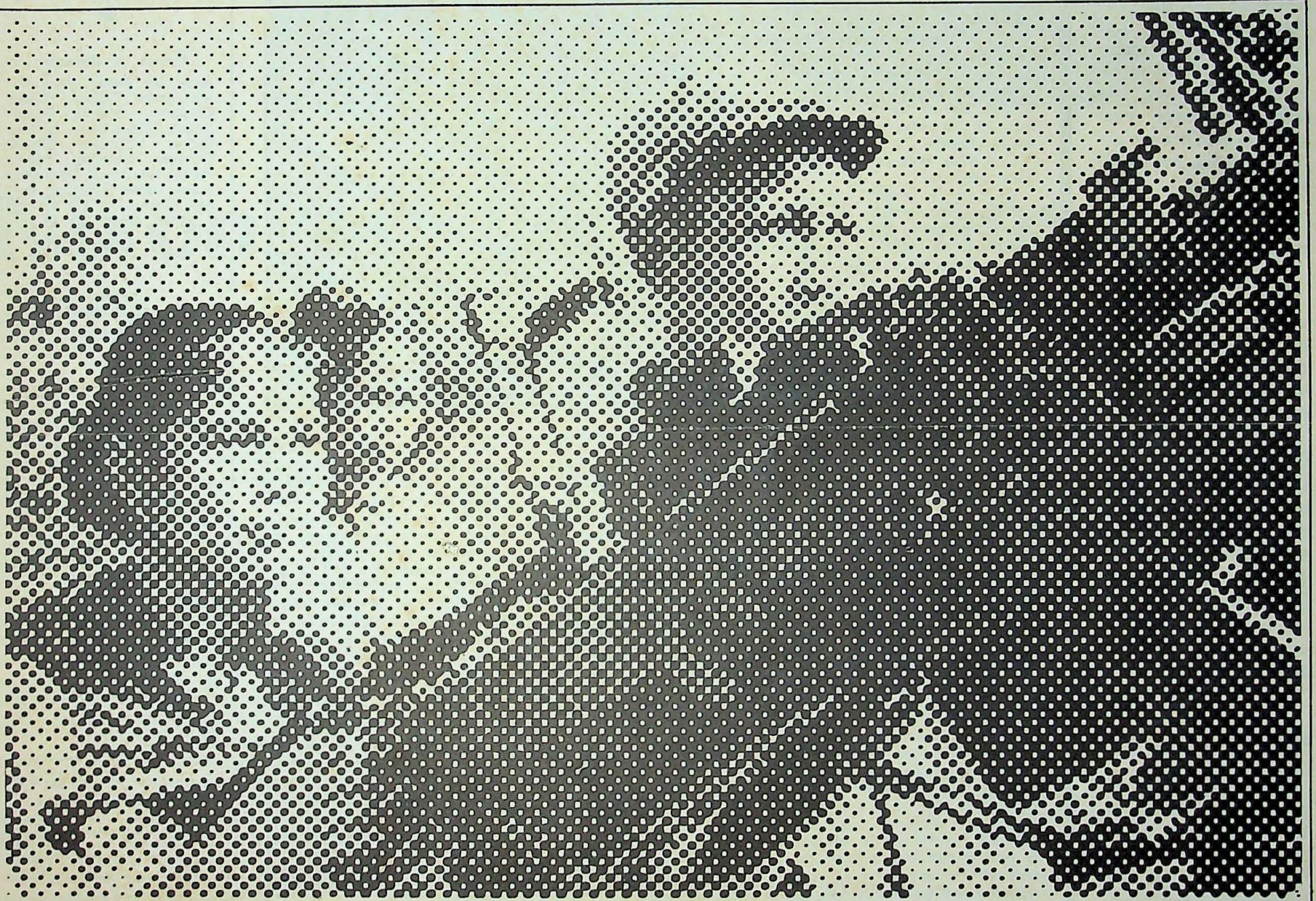


tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 484, 1,50 F
JEUDI 11 FEVRIER 1971



**Pour la défaite
des impérialistes yankees !**

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot

Comité de Rédaction

Jean-Louis Auduc, Henri Bely, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descollonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire.

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction - Administration

54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)

Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements

6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
à 27 000 exemplaires

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin

ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

Fantasia chez les ploucs

Un film de Gérard Peruz avec
Lino Ventura, Mireille Darc,
Jean Yanne et la participation
de Jacques Dufilho.

Théâtre en Lorraine

R. Chapuis

1. Les mineurs de Lorraine sont en grève : une grève dure.

2. Le Théâtre Populaire de Lorraine risque de disparaître, car les subventions dont il a besoin pour vivre lui sont refusées par les Conseils généraux de Moselle et de Meurthe-et-Moselle (*).

Ces deux faits ne sont pas sans rapports...

Le T.P.L. a réalisé une expérience originale, en recherchant un théâtre d'expression populaire, non pas un théâtre où l'on invite les ouvriers, mais qui exprime les réalités ou les aspirations de la classe ouvrière, dans sa lutte. Après deux ans de préparation (enquêtes, vie commune comédiens-travailleurs, échanges, etc.), le T.P.L. présentait « Splendeur et Misère de Ninette, la Bonne Lorraine », qui jouait le conflit du Bassin de Lorraine, coincé entre les magnats de la Rhur, le complexe Usinor à Dunkerque, les intérêts capitalistes qui siègent à Paris. Ici, le débat sur les rapports entre le théâtre et la vie, s'achève brusquement : le théâtre ouvre lui-même le débat sur la vie, sur la lutte.

Pour poursuivre cette expérience, le T.P.L. a tenté de jouer plus ou moins le jeu de la société actuelle : après la Lorraine, la troupe a présenté la pièce dans d'autres régions de France ; « Ninette » redevenait un spectacle, un jeu théâtral vécu de l'extérieur. N'était-ce pas le prix à payer pour se faire reconnaître, pour devenir la base d'un « Centre dramatique régional », qui assurerait l'avenir de la troupe, la pénétration en Lorraine, le rapport permanent avec les travailleurs ? Le risque est de se perdre, mais on n'en est pas là...

En Lorraine, la bourgeoisie ne plaisante pas avec l'idéologie, pas plus qu'avec l'économie. On accepta J.J.-S.S. et sont style « je vous ai compris », comme on acceptait le général et sa croix. On est heureux de recevoir Michel Drancourt pour un spectacle permanent. Mais Jacques Kraemer, il y a des risques... Si l'Eglise et le capital ont réussi bien souvent, à bloquer la dialectique entre lutte de classes et conscience de classe, le verrou reste pourtant fragile.

En période de « mutation » économique et de crise sociale, il faut faire jouer à plein l'encadrement idéologique. Pas de brèche. Si Jacques Kraemer veut monter « les Cloches de Corneville » on verra. S'il s'en tient à ses positions, à son expérience, qu'il soit banni.

Kraemer est à l'heure du choix. A son tour, il éprouve la réalité du régime. Par Duhamel interposé, c'est le contrôle culturel qui tient lieu de politique culturelle, avec les soupapes de sûreté que l'on ouvre au bon moment. Il n'y a plus de place pour une action culturelle qui utilise les canaux du régime. Il faudra bien trouver d'autres bases, d'autres terrains, d'autres méthodes : c'est ici que commence notre responsabilité de militants révolutionnaires.

Le T.P.L. peut participer à ce combat. Il est bon aussi qu'il s'efforce de jouer sur les contradictions du régime. Chaban-Delmas écrivait récemment (« Jalon pour une nouvelle société ») :

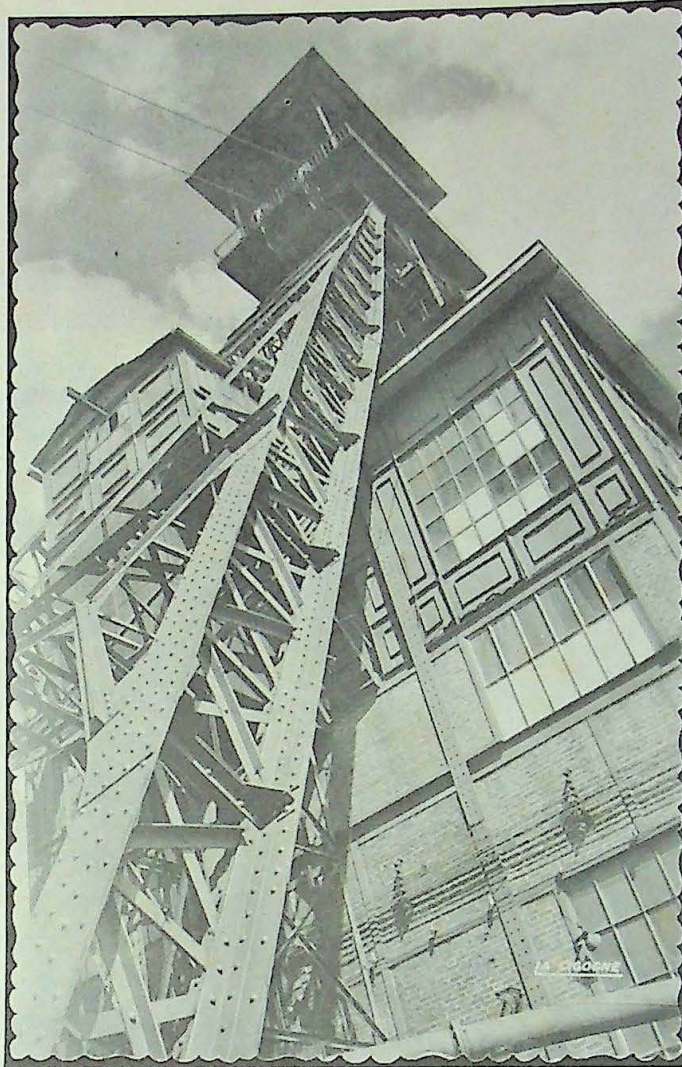
« Le créateur ne trouvera sa vraie place dans la société, et celle-ci ne trouvera l'une de ses forces profondes que si nous savons établir le lien entre l'un et l'autre, malgré les objections prévisibles des fanatiques et des esthètes. Ce faisant, nous ne sommes animés d'aucun désir de « récupération » : nous offrons, à des hommes libres, de tenir

avec nous le pari de l'action culturelle ; nous n'imposons aucune doctrine officielle et nous ne demandons à personne de renoncer à ses convictions. Notre société est pluraliste et doit le rester. » ... « L'Administration doit se garder de tout impérialisme et de toute rigidité : toujours en alerte, attentive à susciter des initiatives, ouverte aux idées et aux hommes, il lui revient de formuler des orientations générales et d'apporter la contribution nécessaire aux efforts des uns et des autres. »

Beau libéralisme ! On sait ce qu'il signifie pour les travailleurs. Les artistes, à leur tour, en subissent l'épreuve. La culture « humaniste » est ainsi faite que les mots servent le plus souvent à masquer les choses. A cet égard, Chaban est un grand humaniste...

En ne se contentant pas d'utiliser les contradictions du libéralisme, en se battant contre l'idéologie dominante, pour exprimer les réalités de la lutte des classes, le T.P.L. rejoint notre combat. C'est en cela que son avenir nous concerne.

(*) Le premier se contente de reconduire une subvention amputée de 43 % en 1970 ; le second la supprime totalement. Le T.P.L. ne reçoit pas de subvention de l'Etat, qui ne lui reconnaît pas le statut de Troupe Permanente.



Cambodge

Quand, dans la nuit du 21 au 22 janvier, les maquisards passent à l'attaque de la capitale, les habitants comprennent vite que les allégations de la radio du F.U.N.K. n'étaient pas vaines. Le document que nous publions en page 10, retrace ces événements en en dégageant la signification politique et les perspectives.

Paysans

A côté des luttes ouvrières, de plus en plus des luttes paysannes se développent dans un climat nouveau. Ainsi l'affaire de Gençay, autour de la vente d'une exploitation (que nous relatons page 18). Le problème qui est posé, c'est celui de la jonction des luttes ouvrières et paysannes. L'exemple de l'usine Nestlé à Gap est une bonne illustration de cette nécessité (page 19).

Université

L'Education nationale est à l'heure de la restauration. Dans le secondaire, il faut restaurer l'autorité des professeurs et faire perdre aux élèves leurs habitudes de contestation. L'exemple du lycée Mallarmé à Paris est éclairant (page 19). Mais, pour guérir le mal, il faut remonter aux causes et faire perdre par exemple à certains enseignants leurs velléités de pédagogie active. Le recteur Gautier s'y emploie (page 8).



éditorial

Nixon escalade le Laos

Manuel Bridier

Le gouvernement Nixon vient de franchir un nouveau pas dans l'escalade. Après l'invasion du Cambodge, c'est le Laos qui est envahi avec la protection massive de l'aviation américaine.

Cette nouvelle agression fait tomber le masque de négociateur dont s'était affublé le président des Etats-Unis. Contrairement à bien des illusions, la délégation américaine à la conférence de Paris ne cherche pas un moyen honorable pour tirer son pays d'un mauvais pas. Elle cherche à gagner du temps pour les élections présidentielles, à concilier les intérêts divergents de la société américaine elle-même, à neutraliser autant que possible l'opposition croissante à la guerre.

Le moyen mis en œuvre pour la réalisation de cet objectif n'est pas la paix mais la « vietnamisation » du conflit. L'offensive contre le Laos est une illustration de cette politique. La nouvelle conception américaine de la guerre s'apparente à l'utilisation de la main-d'œuvre immigrée par les entreprises. Les Américains fournissent les machines ; leurs vassaux vietnamiens fournissent la main-d'œuvre.

Les résultats de l'offensive au Cambodge montrent clairement que les Etats-Unis ne résoudront pas ainsi leurs difficultés. La vietnamisation de la guerre ne diminue en aucune façon la charge qui pèse sur l'économie américaine. Il est possible qu'elle soit même plus coûteuse, sur le plan financier, que la « gestion directe ». Sur le plan humain, elle permet, certes, la réduction des effectifs, mais les techniciens, les experts, les services d'infrastructures demeurent abondants, voire de plus en plus nombreux. Le fait qu'il y ait moins d'hommes directement engagés sur le front n'a qu'un intérêt secondaire dans une guerre de tout un peuple contre un occupant. Les combats des partisans peuvent avoir lieu

n'importe où, et le GI n'est pas plus en sécurité à Saïgon que dans la brousse.

Ainsi, la tentative de retrait des forces américaines apparaît comme une manœuvre psychologique dont les effets sont douteux, y compris pour l'opinion aux Etats-Unis.

Quant aux conséquences militaires de cet enlèvement, les événements de ces derniers mois en fournissent la démonstration. Avec l'obstination d'un bourdon qui se heurte à la même vitre, l'état-major américain répète inlassablement les mêmes erreurs. Il étend le conflit avec l'illusion d'en finir avec les bases de son adversaire. Il annonce des opérations provisoires, limitées, qui devront alléger la pression du « vietminh » contre ses armées et leurs alliés. Mais il découvre à chaque fois qu'il lui faut aller plus loin, attaquer ailleurs de nouveaux « sanctuaires », s'enfoncer plus avant dans l'engrenage qu'on prétendait éviter.

Après le Cambodge, c'est aujourd'hui le Laos ; ce pourrait être, demain, le nord de la Thaïlande et de la Birmanie, où les experts militaires américains sont d'ailleurs déjà présents et actifs. Ce devrait être, en bonne logique militaire, le Vietnam du Nord et la Chine, mais c'est alors que la machine militaire américaine se perd dans les contradictions politiques des Etats-Unis. La tâche que le gouvernement américain confie à son armée est sans objet réel, parce qu'il n'y a pas de solution militaire sans un risque énorme de guerre mondiale, dont Washington ne peut prendre aujourd'hui la responsabilité. Entre le refus de la solution politique (c'est-à-dire le refus des propositions vietnamiennes à la conférence de Paris) et l'impossibilité d'une solution par les armes, la stratégie américaine est celle du pourrissement, de la poursuite indéfinie des affrontements locaux — aussi bien au Viet-

nam qu'en Palestine — avec le risque permanent d'une explosion générale.

Cette situation d'équilibre comporte, il faut bien le voir, une contrepartie. Les combattants vietnamiens ne peuvent pas être vaincus sur le terrain, mais ils ne peuvent pas non plus y remporter une victoire décisive. L'Union soviétique et la Chine, qui leur apportent, l'une et l'autre, un soutien matériel, ne le pousseront pas au point de risquer elles-mêmes un conflit mondial. Si la présence de la Chine et les forces propres du peuple vietnamien rendent impossible une solution de type Rogers (alliance des grands sur le dos des peuples intéressés) elles n'excluent pas pour autant la poursuite d'une guerre interminable.

L'importance de nos propres responsabilités découle de cette situation. C'est l'effondrement du front intérieur américain qui peut précipiter la fin de la guerre, comme l'évolution de l'opinion française a contraint de Gaulle à négocier avec le F.L.N. algérien. Or, c'est là que nous pouvons être utiles. Autant notre action est pratiquement sans effet sur ce qui se passe en Indochine (hormis le soutien matériel aux combattants vietnamiens), autant elle peut soutenir l'opposition progressiste aux Etats-Unis et la stimuler en développant un vaste mouvement de lutte contre l'impérialisme américain dans tous les domaines, en dressant l'opinion mondiale contre Nixon et ses complices.

Des initiatives concrètes doivent être prises rapidement par l'ensemble des forces socialistes pour déclencher en France une vaste campagne de harcèlement sous les formes les plus diverses et les mieux adaptées contre tous les intérêts américains dans notre pays, contre tout ce qui représente, appuie ou tolère la politique des Etats-Unis, fer de lance de l'oppression capitaliste dans le monde entier.

La vraie et la fausse polémique

Jean-Marie Vincent

Notre dernier conseil national continue à faire couler beaucoup d'encre. Après « Lutte ouvrière » qui lui a consacré un petit article sans grande signification, c'est maintenant Alain Krivine dans « Rouge » qui, doctoralement, nous explique ce qu'il en est. Le diagnostic est net, préemptoire : « L'absence d'éducation politique et d'orientation cohérente commence à paralyser l'organisation qui se trouve incapable d'intervenir dans une situation politique complexe. Les campagnes organisées sur le « cadre de vie » de la société capitaliste échouent, pendant que les étudiants s'enlisent dans une U.N.E.F. moribonde. Sur le plan des entreprises, la situation se dégrade. Affolés par le « gauchisme » du parti, plusieurs cadres C.F.D.T. rendent leur carte ou ne participent plus à la vie militante de l'organisation pendant que la plupart des militants C.G.T. ou C.F.D.T. du parti, en l'absence de toute directive centrale, deviennent de purs syndicalistes avec néanmoins la carte du P.S.U. en poche comme unique témoignage de leur compréhension des limites du syndicat dans une stratégie révolutionnaire. »

Que les militants du P.S.U. ne se reconnaissent pas dans une telle analyse, qu'ils aient malgré les difficultés de l'action révolutionnaire à l'heure présente l'impression de progresser et de surmonter peu à peu les obstacles dus au passé du parti, à ses structures héritées de la social-démocratie, Alain Krivine n'en a cure; il sait tout mieux que tout le monde. Au besoin il arrange la vérité. Ainsi pour lui il n'y a pas de véritable discussion politique au P.S.U., on y élude les problèmes de fond par des détours organisationnels tels que les assemblées régionales ouvrières et paysannes qualifiées de « substitut administratif ». En somme la discussion du Conseil national sur le programme d'action n'a pas eu lieu, pas plus qu'il n'y a eu de travail d'amendements sur les textes élaborés par les assemblées régionales. C'est clair, on ferme la bouche aux « intellectuels » dans le P.S.U. et démagogiquement on donne les pleins pouvoirs aux ouvriers (sous-entendu des « ouvriers » de service). Alain Krivine ose même écrire : « La direction nationale ne sera plus que l'addition des dirigeants de branches du parti ».

Cette contre-vérité — rien dans les propositions de réformes d'organisation faites pour le prochain congrès de juin n'implique cela — lui permet ensuite de déclarer comme un pontife de la foi : « Mais en fait se cache là-dessous toute une conception du parti révolutionnaire. Pour ces camarades, le programme du parti doit être la synthèse des expériences de lutte rassemblées dans ces fameuses assemblées ouvriers-paysans. En se mettant ainsi au simple niveau de conscience et d'expérience des travailleurs, ils remettent en cause les raisons qui motivent la nécessité d'un parti d'avant-garde. Quant à nous, nous en restons à la

constatation que l'idéologie dominante reste celle de la bourgeoisie, y compris au sein de la classe ouvrière. Cela signifie qu'on ne peut bâtir une stratégie révolutionnaire uniquement à travers l'expérience partielle que les travailleurs font de leur lutte. Le rôle d'un parti révolutionnaire est d'utiliser l'acquis synthétisé des luttes à l'échelle nationale et internationale, d'utiliser toute l'expérience passée du mouvement ouvrier et ses acquis théoriques. Or cette tâche ne peut être accomplie qu'avec un parti centralisé dans lequel les intellectuels révolutionnaires ont un rôle considérable à jouer. »

Que de portes ouvertes enfoncées! Le P.S.U. n'a jamais prétendu que la stratégie révolutionnaire s'élabo-

rait spontanément à partir des luttes elles-mêmes, et les militants ouvriers qui ont participé aux assemblées régionales ne peuvent être confondus avec la masse de leurs camarades de travail. Ce sont des militants d'avant-garde qui ont ressenti le besoin de participer à l'élaboration du programme révolutionnaire avec leur expérience, mais aussi l'acquis qu'ils ont derrière eux (militantisme, choix politiques, réflexion théorique). Ce sont aussi des militants qui ne prétendent pas résoudre à eux seuls tous les problèmes. Ils savent très bien que le parti doit fonctionner comme un intellectuel collectif, mais ils ne supporteraient certainement pas le paternalisme latent des propos d'Alain Krivine. Au P.S.U. on pense comme Lénine qu'il est important de tout faire pour que les ouvriers révolutionnaires puissent prendre une part de plus en plus importante à la direction politique effective de leur organisation.

Sur des bases aussi peu sérieuses, Krivine n'a plus qu'à définir à l'emporte-pièce le travail entrepris du P.S.U. « populiste et spontanéiste ». Toujours aussi sérieusement, il écrit : « C'est certainement le « docteur Béhar » qui incarne le mieux ces aspirations en développant une ligne ouvrière qui, sans attaquer ouvertement le travail syndical, privilégie les structures fantômes d'organisations autonomes de la classe (comités de lutte, comités d'action) aboutissant dans les faits à une stratégie anti-syndicale. » Alain Krivine n'a-t-il pourtant pas lu dans la presse

qu'un débat a eu lieu sur cette question au Conseil national et que le texte majoritaire précise l'orientation du P.S.U. dans ce domaine (voir également l'éditorial de A. Behar dans le n° 482 de T.S.). Le P.S.U. est persuadé de la nécessité d'organisations de défense professionnelle des travailleurs, mais il a en même temps conscience que les stratégies syndicales comme certaines formes d'organisation du mouvement syndical sont en crise. En fonction de cette situation il lui apparaît nécessaire de combiner divers modes d'intervention, une intervention externe au mouvement syndical à partir de groupes politiques d'avant-garde (groupes P.S.U. ou comités de lutte) popularisant les thèmes du contrôle ouvrier, de la démocratie prolétarienne (assemblées du personnel), une intervention interne au mouvement syndical pour qu'il soit contrôlé par les travailleurs et combatif. Il y a là une orientation qui correspond autrement mieux à la réalité des luttes que les appels de la Ligue communiste à constituer des fractions révolutionnaires dans les syndicats et à lutter contre la fraction stalinienne de la C.G.T. Nous ne sommes pas pour mettre notre drapeau dans la poche, mais nous pensons qu'il n'est pas bon de s'enfermer dans des batailles autour des appareils syndicaux.

Pour terminer, Alain Krivine nous propose avec condescendance l'unité d'action, avec sans doute le secret espoir de plumer la volaille P.S.U. Il s'y prend mal, surtout lorsqu'il croit nous décocher une flèche acérée en parlant de nos alliances tous azimuts pour les élections municipales (pourquoi serait-il interdit dans une perspective de classe de passer des accords limités avec le P.S. et la C.I.R. s'ils sont conformes à la stratégie définie?). La Ligue qui semble ne pouvoir faire autre chose que d'appeler à voter P.C.F. au 2^e tour, n'est pas ici non plus en mesure de donner des leçons significatives. Qu'Alain Krivine se décide enfin à développer la polémique politique, la vraie, pas les excommunications destinées à prouver aux militants de la Ligue communiste qu'ils ont toujours raison. □

Depuis le 9 décembre 1970 des conversations étaient engagées entre les fédérations du Val-d'Oise du P.C.F. et du P.S.U.

Le 26 janvier 1971 les deux délégations se sont mises d'accord sur un texte qui :

1) Condamnait la politique d'intégration du régime sous ses différentes formes : participation, contrat de progrès, etc.

2) Plaçait la bataille des municipales dans son contexte de riposte de classe au régime de classe;

3) Précisait que les municipalités doivent être un moyen d'animation des luttes et de mobilisation des masses contre la politique oppressive du capitalisme et de son régime, ce qui s'oppose à la gestion autoritaire et clandestine de certains maires favorisés en cela par la législation actuelle.

4) Réclamait une véritable décentralisation des communes liée à une extension de la coopération intercommunale.

5) Condamnait les forces du pouvoir, U.D.R.-Centristes-Indépendants ainsi que leurs alliés objectifs les « réformateurs ».

Le jeudi 4 février le secrétaire fédéral du P.C.F. du Val-d'Oise faisait connaître à la délégation départementale du P.S.U. qu'il refusait de signer un accord départemental sans signature préalable d'un accord sur Sarcelles, et qu'il demandait la condamnation expressément formulée des groupes « gauchistes ». La délégation départementale du P.S.U. a pris acte de cette volonté de rupture au niveau départemental.

La Fédération du Val-d'Oise du P.S.U. a néanmoins laissé les sections locales discuter avec les sections du P.C.F. sur la base de l'accord politique du 26 janvier. Cette discussion se poursuit notamment à Sarcelles.

Or le Bureau fédéral du P.S.U. vient d'apprendre que les conseillers municipaux P.S.U. sortants, renonçant à tout accord politique ont décidé, quelles que soient les conditions du P.C.F., de reconduire la liste sortante.

Le Bureau fédéral du P.S.U. considère que, du fait de cette prise de position qui préjuge du résultat des négociations engagées entre les sections locales, les conseillers municipaux P.S.U. sortants se sont placés « ipso facto » hors du parti et qu'ils ne représentent plus désormais qu'eux-mêmes.

Le Bureau fédéral du P.S.U., qui condamne avec force cette politique de débâchage pratiquée systématiquement par le P.C.F., invite néanmoins la section de Sarcelles à continuer à négocier les conditions politiques d'un accord éventuel avec la Section locale du P.C.F.

● N.B. Les textes du dernier Conseil national vont paraître incessamment en brochure. Par ailleurs « T.S. » consacrera au programme d'action voté une série d'articles à partir du prochain numéro.

● Le Bureau national a décidé de saisir la commission des conflits (avec demande d'exclusion) des camarades indisciplinés contre la volonté de la majorité de leur section au Havre et à Sarcelles.

Dépasser le gauchisme ?

Gérard Féran

Le gauchisme a décidément bien mauvaise presse. Les articles les plus critiques à son sujet ne sont plus en effet l'apanage du Figaro ou de l'Humanité. La presse d'extrême-gauche elle-même a commencé depuis quelque temps une critique sévère des résultats du gauchisme depuis Mai 68. A cet égard le titre d'un récent article de Tout (journal lancé par « Vive la Révolution ») est révélateur : « Pour faire la révolution il va falloir se débarrasser du gauchisme ».

Cette critique, Tout la fait porter essentiellement sur trois erreurs du gauchisme : la première vient de la prétention (ou de la naïveté) de chacun des groupes révolutionnaires qui se sont pris souvent pour « le parti ou l'embryon du parti qui grossirait linéairement jusqu'à fusionner avec la direction ouvrière des luttes ». La seconde est due à l'image de marque que les gauchistes et tout particulièrement le courant maoïste ont fini par donner d'eux-mêmes : « Celle, dit l'auteur de l'article, d'agitateurs-stériles-quoique-bien-intentionnés, peu au fait des choses complexes et immensément prétentieux quant à leurs velléités de pouvoir et de représentation du prolétariat, contestataires peu intelligibles et donc passants. » A ce jeu, les gauchistes ont été impuissants à éliminer l'ensemble des blocages idéologiques que ressentait la majorité de la population à leur égard : « Les Français ne connaissent pas les gauchistes, et les gauchistes se soucient peu de ce que pensent les Français de leurs actions. » Troisième critique enfin, qui porte davantage sur une insuffisance que sur une erreur d'analyse ou d'action : le gauchisme faible et minoritaire a été incapable d'empêcher la récupération par la bourgeoisie ou par le P.C.F. de ses principaux thèmes de lutte : transports, travailleurs immigrés, libération de la femme, révolution américaine, etc. Tout au plus a-t-il obligé le régime, en mettant en évidence ses tares les plus évidentes, à trouver rapidement les moyens de les restreindre ou de les cacher.

Pour Tout, ces erreurs ou ces insuffisances viennent essentiellement de l'absence de stratégie révolutionnaire et de « projet global donnant une continuité, une importance relative et une place dans la conjoncture politique et la guerre à la bourgeoisie à toutes les actions ponctuelles et encore minoritaires. » Cette stratégie, elle, doit avoir pour effet d'élargir la conception de la lutte de classes qui « doit devenir une lutte de civilisations, de conceptions de la vie ». C'est à ces conditions seulement que, d'après nos camarades de V.L.R., pourront se poser réellement en France les problèmes d'organisation du mouvement révolutionnaire.

Quel est le rôle d'une lutte idéologique ?

Une telle critique, pour intéressante et justifiée qu'elle soit, nous semble cependant insuffisante si le mouvement révolutionnaire veut réellement dépasser le gauchisme. Son principal défaut à notre sens vient du fait que tout en concentrant tous nos efforts depuis 1968 sur la lutte idéologique, nous n'avons jamais réfléchi sérieusement à ce qu'était l'idéologie dans son rapport, tant avec l'infrastructure éco-

nomique qu'avec les luttes sociales. Nous n'en donnerons qu'un exemple : la façon dont a été menée la lutte contre le réformisme et le révisionnisme. Ces deux chevaux de bataille ont mobilisé pendant deux ans la majeure partie des groupes révolutionnaires. Elle a eu surtout comme résultat tangible d'écrire P.C.F. avec des guillemets (P. « C. » F.), trouvaille de taille pour certains qui leur permettait, sans rire, de découvrir ainsi la ligne de partage entre vrais et faux révolutionnaires. Malheureusement, si l'on se reporte à la critique marxiste du révisionnisme, on est quelque peu surpris de l'incroyable légèreté du gauchisme en la matière.

Ainsi, lorsque Rosa Luxemburg, dans sa polémique avec Berstein (Réforme sociale et révolution), rappelle les fondements du socialisme scientifique, elle le caractérise de trois manières :

1. L'anarchie croissante de la production capitaliste doit conduire fatalement le système à sa perte ;
2. La socialisation croissante des forces productives qui constitue les germes de l'ordre social à venir ;
3. L'élévation du niveau de conscience de classe et d'organisation du prolétariat qui permet la préparation des tâches révolutionnaires.

Il est intéressant de remarquer que, pour Rosa Luxemburg, la discussion principale avec Berstein porte sur l'analyse économique. Oui ou non, le capitalisme est-il en train de s'adapter ? Quelles fonctions jouent dans ses contradictions l'apparition du crédit, des organisations patronales (trusts, cartels, etc.) ?

De la réponse à cette question fondamentale et qui porte sur l'infrastructure dépendent les deux autres caractéristiques du socialisme scientifique. Or, il est pour le moins curieux que le gauchisme qui n'a eu de cesse de proclamer la « scientificité » de ses analyses n'ait absolument rien produit de sérieux sur l'évolution économique actuelle du capitalisme, pas plus sur ses contradictions que sur la socialisation des forces productives. Ainsi, les discussions par les apports de Bettelheim, Jalée, Baron et Sweezy, etc., ont été de peu de poids dans ses analyses.

Quand nous disons cela, nous n'avons ni l'envie, ni la prétention de faire des leçons théoriques à tout un chacun ou de nous réfugier derrière l'orthodoxie des grands classiques. Nous pensons au contraire que Mai 68 a ouvert au mouvement révolutionnaire français de nouveaux champs d'action politiques et suscité des contradictions idéologiques beaucoup plus complexes que celles analysées par Marx, Lénine, Trotsky ou Mao. Mais c'est là une raison de plus pour ne pas commencer un approfondissement politique par une régression théorique.

Révolte et révolution

Contrairement à ce que pensent un certain nombre de camarades, les formes de révolte, même violentes, de secteurs marginalisés par le capitalisme caractérisent davantage les difficultés d'une transformation révolutionnaire qu'elles ne la rapprochent. Dans l'analyse marxiste, en effet, l'élément déterminant du passage à la lutte révolutionnaire est constitué par le fait que c'est une majorité du peuple (élargissement du prolétariat tenant à des raisons objectives) qui est prête à renverser une minorité d'exploiteurs. Or, rien n'est moins évident dans l'ensemble des révoltes marginales que secrète le capitalisme. Le problème essentiel n'est pas constitué par le degré de violence qu'emploieront les travailleurs immigrés ou les Noirs américains, ou certaines minorités de femmes, mais par les possibilités (objectives et subjectives) de transformer ces luttes minoritaires en lutte majoritaires. Faute de prendre sérieusement en considération ce problème, le gauchisme a été conduit à boucher de façon plus ou moins mythique l'espace qui séparerait ses désirs de la réalité. C'est ainsi que le parti révolutionnaire s'est vu devenir le point de convergence des projections de chacun, sans qu'on ait jamais réellement discuté de sa nature, de sa forme, de son unicité pour la simple raison que l'on ne demande pas à des mythes d'être opératoires mais seulement d'être suffisamment confus pour que tous s'y rallient. C'est pourquoi dépasser le gauchisme est aujourd'hui une tâche difficile. Elle exige, sur le plan théorique, un effort considérable au niveau de l'analyse économique et sociale. Elle suppose, sur le plan politique, une capacité d'intervention qui tende à gagner constamment des secteurs de plus en plus larges de la population. Toute action, si elle s'avère nécessaire, doit inclure dans son analyse le coefficient de risque d'incompréhension ou d'hostilité qu'elle suscite et prévoir des moyens d'explication moins dérisoires que ceux utilisés aujourd'hui.

Enfin, la lutte idéologique doit sortir de l'extraordinaire légèreté dans laquelle elle s'est enlisée. Dans une société où la plupart des travailleurs ne sont pas près, comme le note Tout à abandonner la proie, même dérisoire, des 5 % pour « une révolution de rigolos », la lutte politique exige « une médiation de la conscience » suivant l'expression de nos camarades du Manifesto qui va croissante. Car si le capitalisme, dans son développement, produit de nouveaux besoins sociaux contradictoires avec son organisation du travail, il différencie en même temps les exigences et les intérêts au sein du prolétariat. La lutte politique doit donc, plus que jamais, mettre en évidence les intérêts réels et non immédiats des travailleurs. C'était déjà une tâche difficile au moment où Engels, dans « l'Anti-Dühring », plaçait la « lutte pour l'existence » comme première mobilisation subjective de la révolution chez les prolétaires. Elle l'est encore plus lorsqu'il ne s'agit plus seulement de la faire pour vivre mais pour « changer la vie ». □

Toutes
les semaines

tribune
socialiste

défend un point de vue socialiste sur l'actualité ouvrière, paysanne et étudiante.

Toutes
les semaines

tribune
socialiste

attaque l'exploitation capitaliste sous toutes ses formes.

Toutes
les semaines

tribune
socialiste

combat pour le renouvellement du mouvement ouvrier.

Soutenez-nous !

Abonnements

6 mois	22 F
1 an	43 F
de soutien à partir de	80 F

C.C.P. 58 26 65

Demain, d'autres grèves de la faim

Philippe Guyot

M. Pléven a reculé. M. Pléven a estimé qu'il n'était plus assez puissant pour affronter le vaste courant d'opinion qui exigeait un statut spécial pour les militants emprisonnés. M. Pléven s'est tapi derrière un communiqué de défaite, preuve irréfutable qu'il existe en France des militants politiques. C'est un mythe, celui d'un régime qui se voulait libéral et bon enfant, qui vient de s'abatre. Le gouvernement, dorénavant, devra en tenir compte.

Rarement, en fait, on vit une grève de la faim, commencée dans des conditions très difficiles, susciter un tel élan de solidarité. Depuis le 4 janvier pour certains, depuis le 14 pour les autres, une trentaine de détenus ont cessé de s'alimenter. Ils revendiquent un adoucissement de traitement. Ils sont, pour la plupart, de condition ouvrière, comme les trois-quarts des détenus politiques. Le gouvernement crut pouvoir impunément étouffer cette révolte. L'administration pénitentiaire, dans un premier temps, n'en souffle mot. De l'extérieur, des camarades décident de prendre le relais. Des hommes et des femmes volontaires, conscients, des militants organisés. Pour eux, la grève de la faim n'est pas un « acte humanitaire ». Ils ne cherchent pas à faire pleurer, à émouvoir. Ils veulent, par un acte grave, s'opposer de manière catégorique à la violence bourgeoise. Leur action s'insère dans un cadre poli-

tique et n'a de signification que conçue comme une démultiplication du travail des militants politiques. Isolée, elle perdrait tout son sens. Elle serait récupérée.

Comme une traînée de poudre, les grèves de la faim en solidarité se propagent dans toute la France : le 22 janvier, onze personnes s'installent dans la chapelle de la gare Montparnasse. Le 1^{er} février, six à Amiens, deux à Marseille, le lendemain, sept à Aix-en-Provence ; trois à Nice. Le 3, sept encore à la Sorbonne, cinq à la Halle aux vins. Le lendemain, les quatre grévistes de Notre-Dame-de-Lorette (S.N.C.F.) se proclament solidaires des détenus politiques. A Champigny, cinq lycéens entreprennent un mouvement semblable.

La grève est très dure. M. Pléven le constate très vite à ses dépens. Hors des prisons, les grévistes sont acharnés, d'autant plus qu'ils ne se battent ni pour eux-mêmes, ni pour tel ou tel détenu, mais pour une cause. Au départ, ils voulaient, une fois pour toutes, la reconnaissance automatique du statut de prisonnier politique à tout militant qui entrait en prison. Puis, très rapidement, il se fait évident que la revendication ne saurait être limitée aux seuls politiques. C'est bientôt une réforme générale du statut de prison qui est exigée, les droits communs devant également bénéficier de ces « avantages » primordiaux que sont le droit



Eric Kagan

de visite, de réunion, de lecture de la presse...

Dans les prisons, le mouvement tient bon malgré les pressions constantes auxquelles les détenus sont soumis. Leur détermination, après un mois de non-alimentation, reste inchangée. Trois Toulousains sont transférés de force à la prison des Baumettes à Marseille le 2 février. Cela ne brise pas leur résistance. Alain Geismar doit être hospitalisé dans un état de grande faiblesse. Il poursuit son mouvement.

Dans la rue, le Secours Rouge brise le silence, dénonce le système pénitentier.

Le 1^{er} février, 3.000 manifestants parcourent impunément pendant deux heures les rues du XIV^e et du XV^e, malgré l'impressionnant déploiement de forces policières.

D'autres manifestations encore. Un meeting réunit, le 4 février, dans la cour de la Sorbonne, plusieurs centaines d'étudiants. Le même jour, plusieurs mères et épouses de détenus, dont la femme d'Alain Geismar, s'enchaînent, à 18 heures, à une rampe, dans la cour de la gare Saint-Lazare et distribuent des centaines de tracts. La police ne parvient à les détacher qu'une heure après. A Paris, en province, ces actions se multiplient, faisant entendre la protestation des détenus.

Des personnalités réagissent. 161 médecins lancent, sur une initiative du Secours Rouge, un appel en faveur du régime spécial. Les interventions auprès de M. Pléven arrivent maintenant de tout bord : les Professeurs Kastler Laurent-Schwartz et Vidal-Naquet ; le président de la ligue des Droits de l'Homme, M. Daniel Mayer ; les présidents des Eglise Réformée et Fédération Protestante de France, enfin, surtout, la commission exécutive de la C.F.D.T.

Désavoué, pris de court, le garde des Sceaux tente une dernière manœuvre de diversion : il crée une commission qui... étudiera les critè-

res « d'octroi » du régime pénitentiaire spécial. « Déclarations ambiguës et embarrassées », dénonce immédiatement le Secours Rouge. Le lundi matin, M. Pléven doit reconnaître l'essentiel des revendications des grévistes des prisons, à savoir : « Regroupement des prisonniers à Fresnes et aux Baumettes (Marseille) par cellules de deux ou trois. Possibilité de lire des quotidiens et d'écouter la radio. Promenade et réunion d'une heure par jour. Visites quotidiennes autorisées pendant une heure ». De plus, la composition de la commission sera connue rapidement et les résultats de ses travaux publiés dans les plus brefs délais. Ils devront améliorer le sort des détenus ou des personnes pouvant l'être à l'avenir.

Cette mise en échec du gouvernement, les militants révolutionnaires ne la doivent qu'à leur seule ténacité. Elle seule leur permit de franchir le cap des premières semaines. En s'accordant quarante-huit heures de répit, les détenus grévistes de la faim ont estimé qu'ils avaient maintenant acquis l'influence nécessaire pour se faire à nouveau entendre, quand ils le voudront, où ils le voudront. Quelques militants poursuivaient mardi matin leur mouvement hors des prisons pour assurer la continuité de l'action.

D'autres combats seront encore à mener. Le Secours Rouge l'a bien compris, quand il donnait comme mots d'ordre pour sa manifestation pacifique de mardi, place Clichy : « Solidarité avec les détenus politiques et nécessité d'une réforme des conditions du régime pénitentiaire. » A la prison modèle de Fleury-Merogis, vingt « droits communs » ont entrepris une grève de la faim pour un statut plus humain d'incarcération. Elle ne fut brisée que samedi.

A Fresnes, une vingtaine de « droits communs » se trouvent, de façon permanente, selon un détenu libéré, en grève de la faim. Pour ceux-là, le combat ne fait que commencer. □

Découverte et Culture

94, rue Notre-Dame-des-Champs, Paris 6^e. 325-00-09.

Ski à Meije 2000

Une petite station mais qui satisfait les meilleurs skieurs ; l'organisation collective de la vie dans le chalet (le ravitaillement et la cuisine sont faits en commun grâce aux sommes gérées par les participants), des discussions lors des veillées.

200 francs = séjour d'une semaine plus remontées mécaniques illimitées plus 2 h de cours de ski par jour.

Cheval en Haute Provence

Après des mois de travail, métré, boulot, dodo... Récupérer. Traverser la Haute-Provence, apprendre à connaître à travers les multiples contacts... et tout cela au cours de randonnées dans la région, la tente et les casseroles sur le cheval.

510 francs = séjour de deux semaines tout compris (cheval plus pension)

Découverte et Culture

Délégué régional Sud-Est : André Barthélémy, 78 bis, rue du 8-Mai-1945 - Villeurbanne.

Affirmer la présence du courant révolutionnaire

Christian Leucate

Nous entrons dans une période politique où la démagogie électoraliste va couler à flot; où une fois de plus la bourgeoisie française va camoufler ses contradictions, va anesthésier l'opinion publique par cette grande représentation d'illusionnisme que sont les joutes électorales.

Une fois de plus, le capital et son Etat vont pouvoir, à travers un semblant d'affrontement politique dont ils imposent toutes les règles, dont ils ont la maîtrise absolue, dévier les conflits de classe, masquer la lutte de classes.

L'extrême confusion politique qui s'instaure et qui est une des règles de ce type de campagne nous oblige à rappeler un certain nombre de principes généraux qui guident notre pratique militante quant à ces élections.

Tout d'abord, parlements bourgeois mais aussi institutions municipales n'ont toujours été pour les militants révolutionnaires que des appareils de la machine gouvernementale de la bourgeoisie. En aucun cas, donc ils ne peuvent pas être considérés comme un cadre institutionnel possible de la prise du pouvoir par le prolétariat.

Mais s'il est hors de question pour nous d'entretenir au sein de la classe ouvrière l'illusion d'une conquête de l'intérieur de ces institutions dites « démocratiques », il n'en demeure pas moins qu'une utilisation révolutionnaire du parlementarisme, de la pratique du suffrage universel est possible et souhaitable. C'est ce que nous tenterons en mars — mars 1971, le mois anniversaire du centenaire de la Commune.

En ce qui concerne le conseil municipal de Paris, il nous semble nécessaire de rappeler à quel point sont illusoire ses pouvoirs, ses possibilités réelles d'intervention et de décision. Le conseil n'est qu'une simple chambre d'enregistrement des choix du pouvoir par le canal du

préfet de Paris, et plus précisément, de la grande bourgeoisie financière qui fait main basse sur la ville. Les affaires de la Villette, de la rénovation des XII^e et XV^e arrondissements en sont des exemples parmi d'autres.

Cette chambre n'est qu'un voile pour rendre moins criantes, moins scandaleuses pour l'opinion publique, les pratiques spéculatrices éhontées des affairistes. Elle assure une couverture légale aux décisions des conseils d'administration d'un certain nombre de groupes financiers.

A Paris, plus qu'ailleurs, il est opportun de dénoncer l'inefficacité de l'électoralisme pour imposer l'application d'une politique représentant tous les intérêts fondamentaux ou même immédiats des couches travailleuses.

Le statut particulier de Paris — résultat de la grande peur de la bourgeoisie de 1871 — le type de vie qui est propre aux Parisiens conduisent les électeurs à considérer avec une certaine indifférence les problèmes proprement gestionnaires.

Les élections municipales à Paris sont toujours des élections politiques, c'est-à-dire que les électeurs se prononcent avant tout en fonction des grands courants politiques qui interviennent dans la vie de ce pays.

D'un côté, nous aurons donc les deux grandes options qui représentent les intérêts de la bourgeoisie, le courant majoritaire (U.D.R. - Républicains Indépendants), et le courant centriste « réformateur » (Centre démocrate, radicaux schreibe-riens, pisanistes, etc.). C'est au fond le coup Pompidou-Poher qui continue, nous avons dit à l'époque ce que nous en pensons. Par ailleurs, c'est l'option réformiste défendue par les listes d'Union démocratique du Parti Communiste, du nouveau Parti Socialiste et de la C.I.R., et très probablement de quelques radicaux en rupture momentanée de parti.

Alors qu'il participait à un collage d'affiches, M. A. Barthélémy, ancien secrétaire de la fédération du Rhône du P.S.U. a été interpellé par la police lundi vers 22 heures à Villeurbanne avec deux autres membres du P.S.U. Alors que ses camarades étaient relâchés vers minuit, après contrôle d'identité, M. A. Barthélémy a été gardé toute la nuit au commissariat de la rue Vauban, sans qu'il lui soit permis de télé-

phoner à sa famille. Il n'a été relâché que mardi vers 9 h 30 sans aucune explication, après avoir refusé de se laisser photographier par les services de la police judiciaire.

Pour des listes d'union populaire

Alors que face à l'offensive de la bourgeoisie des luttes dures sont menées — Batignolles, paysans, etc. — le problème urgent des années 70 est la transformation des conditions de vie, des rapports sociaux et de la nature du pouvoir, et le désir profond des masses est plus de combattre l'oppression quotidienne qu'elles subissent que d'obtenir avant tout de meilleurs revenus dans des conditions de vie inchangées.

Le P.S.U. élève une vive protestation contre cette détention arbitraire de douze heures qui témoigne une nouvelle fois après de nombreux faits du climat de répression qu'entretient la police lyonnaise, encouragée par le pouvoir.

A Paris, en fonction de cette situation, l'échec des négociations nationales avec le P.C.F., excluait une quelconque participation à des listes d'Union démocratique, ouvertes par ailleurs aux socialistes, à la Convention et à quelques radicaux.

Ce type d'union continue à entretenir la confusion et à perpétuer les errements de la gauche (l'union ne suffit pas à définir une politique). Nous défendrons donc, par la présentation dans les 14 circonscriptions parisiennes de listes d'union populaire, les perspectives politiques du courant révolutionnaire.

Cette campagne sera pour nous l'occasion de convaincre les travailleurs de la nécessité de la constitution d'un pôle révolutionnaire cohérent et solide posant clairement l'alternative socialiste et de prolonger les luttes de masses engagées sur des objectifs précis, concrets que nous menons, souvent avec d'autres, dans les différents quartiers de la capitale.

Nous démontrerons sur le terrain, en utilisant comme appoint la tribune légale que nous fournira la campagne électorale, que seule la lutte paie. Il en sera ainsi pour les problèmes de transports en commun, pour la lutte contre tous les actes répressifs du pouvoir et du patronat, pour toutes luttes que nous menons

contre les conséquences désastreuses de la politique des groupes financiers qui font main basse sur la ville : logements, institutions socio-éducatives... seule la lutte paie. La population prenant en main ses propres affaires peut alors faire reculer le pouvoir, le développement de la lutte de masse peut seul imposer le renversement du capitalisme. Le fait que ces élections auront lieu lors du centenaire de la Commune est pour nous un symbole riche de signification.

Pour cette bataille nous appelons à la constitution des listes d'union populaire. Ces listes sont ouvertes à tous les militants qui, dans les quartiers ou dans les entreprises ont animé, ont participé à des luttes de masse et pour qui le socialisme est un problème actuel. Ces militants contactés par nos sections seront soit membres de comités de masse, de syndicats, militants de l'opposition communiste ou d'organisations politiques participants du courant révolutionnaire. Ces contacts locaux seront appuyés au niveau de la fédération par toutes les initiatives nécessaires, avec comme point central, lors des discussions éventuelles avec d'autres organisations révolutionnaires l'application de l'axe stratégique du contrôle ouvrier, cet axe stratégique étant pour nous un élément décisif de la lutte socialiste sur le terrain privilégié des entreprises.

S'il est hors de question pour nous d'entretenir au sein de la classe ouvrière l'illusion d'une conquête du pouvoir de l'intérieur des institutions dites démocratiques, il n'en demeure pas moins qu'une utilisation révolutionnaire du suffrage universel est possible et souhaitable. C'est ce que nous tenterons en Mars 1971, mois anniversaire du centenaire de la Commune. □

(Texte issu des débats de la Fédération de Paris.)

Congrès du M.D.P.L.

Les 30 et 31 janvier, le M.D.P.L. (Mouvement pour le Désarmement, la Paix et la Liberté) a tenu son cinquième congrès. Cette assemblée a permis de confirmer l'évolution politique de l'ancien mouvement contre l'armement atomique, et sa radicalisation depuis 1968. C'est ainsi que le congrès a clairement lié le combat pour la paix au mouvement anti-impérialiste et décidé de « soutenir toutes les prises de position antimilitaristes qui se situent dans une perspective de luttes de classes ».

Enfin les délégués ont souligné l'importance de l'action au sein du Secours Rouge.

Arrestation

à

Lyon

Le recteur et la pédagogie

A l'E.N.G. de Privas

L'Education nationale est à l'heure de la restauration. Les vertus d'ordre et d'autorité dont le pouvoir a besoin pour la tranquillité de ses jours, doivent être pratiquées de la maternelle à la faculté. Cette nécessité entraîne quelques contradictions.

Certes l'enseignement primaire est encadré depuis près de quatre-vingts ans de telle sorte qu'il suffit de maintenir la tradition et de rappeler les maîtres à son respect. Avec des effectifs surchargés, des contraintes nouvelles (ainsi pour certains directeurs d'école obligés de refaire les maîtres Jacques comme au bon vieux temps), une formation insuffisante, les innovations sont rares. Dans les Ecoles

Normales, veut-on se dégager du moule : la répression s'abat comme on le voit à Privas.

Dans le secondaire, où les traditions se veulent plus « libérales », il faut procéder différemment. En attendant que les futurs instituts de formation des maîtres créent le conditionnement nécessaire, il faut restaurer l'autorité des professeurs, c'est-à-dire éliminer les enseignants qui ont le mauvais goût de considérer

leurs élèves comme des êtres libres, capables de responsabilité. Alors on suspend, au lycée Rodin, à Paris, Mme Do-Chi-Cuong, coupable d'admettre que ses élèves de terminale, discutent de sujets « intouchables » : la vie du lycée et la vie sexuelle. A 17 ans, vous vous rendez compte ! Se prennent-ils pour Rimbaud ? Heureusement que les parents sont là pour exiger des professeurs l'autorité qu'ils ont eux-mêmes perdue.

Mais pour guérir le mal, il faut remonter aux causes. L'une d'elles est sans doute ce curieux penchant de certains enseignants à se poser des questions « pédagogiques » : preuve de leur ignorance et de leur incapacité, s'ils se posent des questions,

c'est qu'ils ne savent pas, alors comment peuvent-ils enseigner ? C'est un raisonnement qui court les salles de professeurs comme les couloirs ministériels. On a trouvé le remède : le brevet de conformité, la pédagogie garantie Guichard ou mieux Gauthier, l'ineffable recteur. Celui-ci a rédigé une de ces circulaires dont il a le secret : la pédagogie spontanée n'est admise que si elle est autorisée par la voie hiérarchique et avec le timbre officiel. Il fallait le faire ! Voici ce texte. Flaubert dû se retourner dans sa tombe : son Dictionnaire de la Bêtise a besoin de complément.

A Privas (Ardèche), on a devancé la circulaire. Un tel zèle mérite d'être apprécié à sa juste valeur.

Cette petite Ecole normale de soixante-dix élèves est sans doute l'établissement le plus politisé du coin mais les possibilités ne sont pas énormes. Le directeur est un arriviste. Très libéral lorsqu'il est arrivé aux lendemains de Mai 68, sa volonté de reprise en main a été très nette en cette rentrée scolaire.

Parmi les profs, peu d'éléments révolutionnaires, à part les « profs » de psycho-pédagogie (militant du P.S.U.) et de dessin (anarcho-syndicaliste). Les autres ne suivent guère au niveau des idées... et encore moins dans la pratique ! Les deux profs en question ont une pédagogie non-directive dans leurs cours. Mais pour la direction ce qui est à la rigueur acceptable dans un cours de dessin ne l'est plus au niveau des « matières fondamentales » que sont la psychologie et la pédagogie !

La situation inquiéta le directeur, quand les F.P.I. (première année de formation professionnelle) qui s'interrogent ainsi sur la pédagogie sans aucun tabou, trouvent que les bilans qui leur sont demandés ont un caractère antipédagogique et répressif puisqu'en fait ils ne servent à rien. La situation devient impossible pour le directeur quand ils refusent pour cette raison de rendre des bilans !

Aussi lors d'une réunion de concertation pédagogique entre profs la position des F.P. n'est soutenue que par le psycho-pédagogue (le prof de dessin étant absent). Les autres profs se résignent à ce qui est demandé par l'administration et préviennent même les F.P. de

Circulaire n° 71-11

(Etablissements d'enseignement élémentaire et secondaire)
Aux recteurs, aux inspecteurs d'académie, aux chefs d'établissement.

Objet : Expériences pédagogiques.

L'effort accompli pour rendre plus actif l'enseignement ne doit pas être compromis par des initiatives sans doute généreuses mais qui, menées sans conseils ni contrôle, risquent d'aboutir à des échecs dont le retentissement compromettrait les méthodes actives que nous voulons promouvoir.

Mon attention a été attirée en particulier sur des expériences de pédagogie non directive qui risquent, si elles ne sont entourées des précautions indispensables, de se solder par un échec portant préjudice aux élèves, au maître, à l'établissement tout entier.

J'invite en conséquence les établissements qui font des expériences de pédagogie non directive sans avoir sollicité une autorisation de recherche spontanée ou d'innovation à régulariser leur situation avant le 31 janvier 1971, en faisant parvenir au ministère de l'Education nationale, Mission de Recherche pédagogique, les imprimés disponibles au siège des inspections académiques.

La demande devra, bien entendu, être appréciée par les autorités qui la transmettront.

Il devra être mis fin aux expériences qui n'auront pas reçu l'agrément officiel.

H. GAUTHIER.

A propos de pédagogie

Par ces lignes, nous exprimons notre solidarité avec M... dans ses démêlés avec M. le Directeur. Certains ont pensé que ce problème n'était pas de notre ressort. Si l'aspect syndical du problème ne nous concerne que de loin, bien que l'attaque d'un enseignant concerne tous les autres enseignants, peu importe leur degré, en revanche, le problème pédagogique suscité nous concerne en premier plan.

Reprenons les faits : la seule explication fournie par le Directeur à M... : « Vous avez une mauvaise influence sur les élèves ». Peut-être aurait-il été bon, quand même, de nous demander notre avis !

Que vivons-nous dans les cours de M... : Nous vivons les rapports affectifs et intellectuels qui seront plus tard ceux de nos élèves.

On veut faire de nous des instituteurs appliquant des méthodes modernes et une pédagogie active, et surtout tenant compte des apports de la psychologie, sur le plan individuel et sur le plan du groupe. Mais, comment pourrions-nous parvenir à comprendre les difficultés de nos futurs élèves si nous n'en avons qu'une connaissance théorique ? Or, que nous apportent les cours de M... ? Nous acquérons actuellement la connaissance expérimentale de la pédagogie fondée sur la psychologie du groupe.

Nous disons, nous, que non seulement M... n'exerce pas sur nous une « mauvaise influence » mais qu'au contraire, nous faisant prendre conscience des problèmes affectifs qui sous-tendent tous les groupes, il nous prépare réellement à notre métier d'éducateur, trop souvent ramené à celui d'enseignant chargé d'inculquer des connaissances, sans tenir compte de l'affectivité des enfants.

En conséquence, nous n'accepterons pas que soit gâchée, par l'incompréhension et l'entêtement, une initiative pédagogique se situant dans le sens de l'évolution de la pédagogie.

LA MAJORITE DES F.P.I.

COLLECTION "POUVOIR LOCAL"

L'EXPERIENCE DE GRENOBLE

A. ROUSSEAU — R. BEAUNEZ

L'action municipale :
ses possibilités, ses limites

Un volume de 192 pages 15,00 F

LES ÉDITIONS OUVRIÈRES

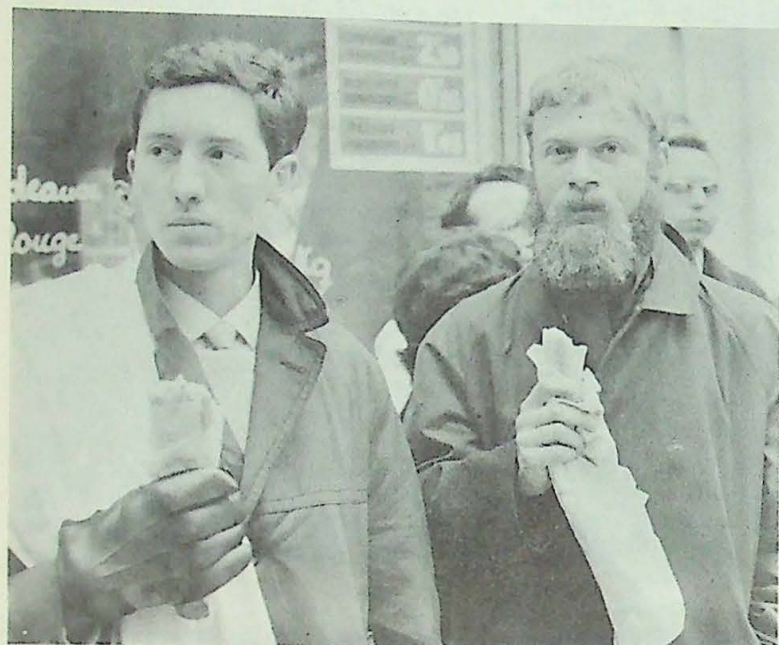
12, avenue Sœur-Rosalie, PARIS (13^e)

la sanction possible de redoublement s'ils ne rendent pas de bilans !

Cette « mise en minorité » du professeur le plus actif selon les paroles mêmes du directeur, comble de joie ce dernier qui voit enfin que les rouages administratifs vont pouvoir tourner dans son E.N. Il peut même songer à diminuer la « mauvaise influence » de ce professeur auprès des F.P.2 (deuxième année de F.P.) lorsque ceux-ci rentreront de leur stage en janvier 71. Il suffit pour cela de lui supprimer les heures qu'il assure dans cette classe et qui sont pour lui des heures supplémentaires. (L'attribution de ces heures avait été faite collectivement en début d'année). Outrepasant ses droits, le directeur prenait cette

les pseudo-raisons données par le directeur (« mauvaise influence sur les élèves »), les réactions fusent. A une réunion du Cogito-Club (club du foyer) l'opposition entre pédagogie non-directive et administration autoritaire est aussitôt remarquée et mise en relation avec le thème de la violence.

La sortie d'un tract dans l'école a un effet explosif. Il fut distribué juste avant la réunion des profs qui voulaient tous soutenir le professeur mis en cause. Ceux-ci ne pouvaient le soutenir « syndicalement » qu'avec cet arrière-goût amer de l'analyse faite par le Cogito. Ils regrettaient que les élèves soient mêlés à cette affaire qui, selon eux, ne concernait qu'eux. La mise au point des F.P.1 « à propos de pédagogie » fut la



Elie Kagan

mesure répressive en l'accompagnant d'un compte rendu à l'inspecteur d'académie et d'une lettre à l'inspecteur général.

Par ailleurs, les F.P.2 avaient été prévenus (avant l'intéressé) par lettre individuelle du changement de professeur. Ainsi toute opposition possible à la rentrée, était brisée du côté des F.P.2. Quant aux F.P.1 le directeur croyait que leur refus de donner un bilan provenait de leur laisser-aller et non d'analyses précises. D'autre part, il pensait que « la mauvaise influence » des « gauchistes » avait perdu du poids auprès d'eux puisqu'ils avaient voté en conseil d'administration un régime de sortie nocturne spécialement rétrograde par rapport à ce qu'ils auraient pu obtenir.

Mais aussitôt la suppression des heures supplémentaires et

bienvenue et enfonça un peu plus le clou. Aussi le directeur céda : les 4 heures étaient redonnées à l'intéressé. Tout porte à croire que ce fut essentiellement, en plus de la pression des profs évidemment, cette réaction des normaliens qui fut décisive puisqu'à présent le directeur fait de la démagogie participationniste auprès des terminales qu'il espère encore réceptifs.

Mais la lutte ne s'arrêtera pas là. Un groupe profs-élèves va se constituer pour analyser politiquement la pédagogie et la marche de l'E.N. et agir en conséquence. D'autre part, le foyer, malgré des essais d'autogestion en début d'année a été récupéré par le directeur grâce à une gestion bureaucratique. Il est possible que sur ce plan, la lutte culturelle s'engage aussi !

PAYSANS EN LUTTE

ORGANE DE MASSE DES TRAVAILLEURS DE L'AGRICULTURE

2 F l'exemplaire

Vous pouvez le commander pour la vente militante à :

• T.S. • 54, bd Garibaldi, Paris 15^e

Abonnez-vous en envoyant vos :

Nom

Prénom

Adresse

Profession

à • T.S. • 54, bd Garibaldi, Paris 15^e.

PAYSANS EN LUTTE

Abonnements : 72, rue du Château-d'Eau, Paris (10^e).

bulletin pour l'action des travailleurs de l'agriculture

La répression au lycée Mallarmé

Lycée Stéphane Mallarmé : 1.500 élèves, 80 professeurs, en majorité des jeunes filles et des jeunes femmes. Avant Mai 68, un lycée « très bien ». La moralité et la bonne tenue y étaient maintenues dans une parfaite hypocrisie. Début juin 68, un lycéen de Mallarmé, Gilles Tautin, est noyé à Flins : le charme est rompu, le scandale a fait irruption dans le lycée. Impossible de nier qu'il existe des adolescents qui se sentent concernés par d'autres problèmes que les études auxquelles on veut les confiner.

lérer d'agitation dans le lycée, ce climat gêne les élèves dans leur travail, et nous avons décidé de mettre fin à tous ces troubles. Nous vous donnons le choix entre retirer votre fils du lycée avec une bonne appréciation de ma part, ou le voir exclu avec beaucoup de difficultés — nous y veillerons — pour entrer ailleurs. »

Il serait important que les parents sachent que, dans la situation juridique du moment, la direction des lycées n'a qu'une petite voix, que son autorité est fondée aux trois-quarts sur le bluff, pour un quart sur des textes ; que les parents se comportent en conséquence.

On fait des insinuations perfides pour dresser les parents d'élèves contre les professeurs : des professeurs du premier cycle sont taxés d'agitateurs ; les appréciations des professeurs « de gauche » seraient dictées par des considérations d'ordre politique... etc.

Les élèves sont souvent violemment malmenés par le surveillant général auquel s'allie le censeur lorsqu'il décide d'empêcher une A.G. des élèves. Une mère d'élève a porté plainte au commissariat de police.

On vote une réforme du règlement intérieur qui consiste à supprimer le droit d'affichage, à fermer la salle des élèves qui n'ont plus d'autre lieu de réunion qu'un foyer (affichage, activités, organisations), entièrement contrôlé par l'administration.

Pour s'opposer à ces mesures il faut bien voir que les administrations contrôlent tout le système d'information entre le lycée et le quartier, entre le lycée et l'extérieur : un communiqué des élèves adressé au journal « Le Monde » a été dénaturé sur les allégations contradictoires du censeur.

Il faut sortir de ce ghetto !

De la reprise en main...

Septembre 70 : L'administration annonce qu'on peut à présent en revenir à faire régner l'ordre — féminin, souriant et définitif, à la mode directoriale — d'avant mai. D'où l'application dans le sens le plus restrictif des textes conservateurs et l'infraction délibérée aux lois d'inspiration plus libérale : par exemple, alors que le texte Guichard d'avril 70 reconnaît le droit d'affichage (pourvu que les affiches ne soient pas signées d'un parti), l'administration arrache des affiches rédigées par les élèves et signées « les élèves de Mallarmé ».

De même on supprime le semblant de participation prévu par les textes d'Edgar Faure, en obligeant des délégués d'élèves à démissionner « afin de leur éviter des ennuis par la suite », et en imposant à l'A.G. des élèves les délégués au conseil d'administration avec l'argument suivant : « ce sont ceux-là ou rien du tout. De toute façon la participation est une sucette. »

D'un autre côté, on empêche les élèves de se réunir dans une salle, qui leur est accordé par le règlement intérieur sous prétexte qu'ils risquent d'y « faire de la politique », ce qui est interdit par les textes ministériels — (et certains textes ministériels stipulent que les lycées ont à s'administrer eux-mêmes par l'intermédiaire de leur règlement intérieur).

...à la répression ouverte

C'est à un processus de fascisation que nous assistons. Il s'agit, avant toute autre mesure d'empêcher quiconque de se grouper. Prenons pour exemple les interventions réitérées de l'administration pour empêcher les réunions du Secours Rouge.

1) On prétend que le Secours Rouge est interdit parce que les textes Guichard interdisent les ligues et les partis. Mais le Secours Rouge n'est ni une ligue ni un parti.

2) On prétend que le ministère a publié spécialement pour Mallarmé un décret interdisant le Secours Rouge. C'est d'autant plus invraisemblable que dans le même temps des réunions de Secours Rouge se tiennent à Balzac, Voltaire, etc.

3) On fait passer en conseil de discipline des élèves considérés comme meneurs du Secours Rouge en prétendant que le conseil d'administration a interdit les réunions du Secours Rouge alors qu'il avait au contraire refusé d'interdire le Secours Rouge.

Du doigté avant tout !

Pour sauver la face et maintenir cette ligne de conduite, la direction doit utiliser des méthodes annexes qu'il est intéressant de connaître.

Des pressions sont exercées sur les parents d'élèves, du style : « Nous ne pouvons to-

Après le bombardement de Phnom-Penh

* * *

Quand, à 2 h. 45, dans la nuit du 21 au 22 janvier, le bruit énorme d'une déflagration déchira la nuit sur Phnom-Penh, ce fut plus que les immeubles et les vitres de la ville qui furent ébranlés. En même temps qu'elle rappelait à l'opinion internationale l'ampleur et la densité de la guerre populaire au Cambodge, l'explosion des installations militaires aériennes khmères de Phnom-Penh-Pochentong a, d'une part, fait vaciller le monde imaginaire où vivent enfermés les dirigeants cambodgiens et, d'autre part, a subitement concrétisé les affirmations de victoire des radios du F.U.N.K. aux yeux du petit peuple de Phnom-Penh.

Les illettrés battent les intellectuels

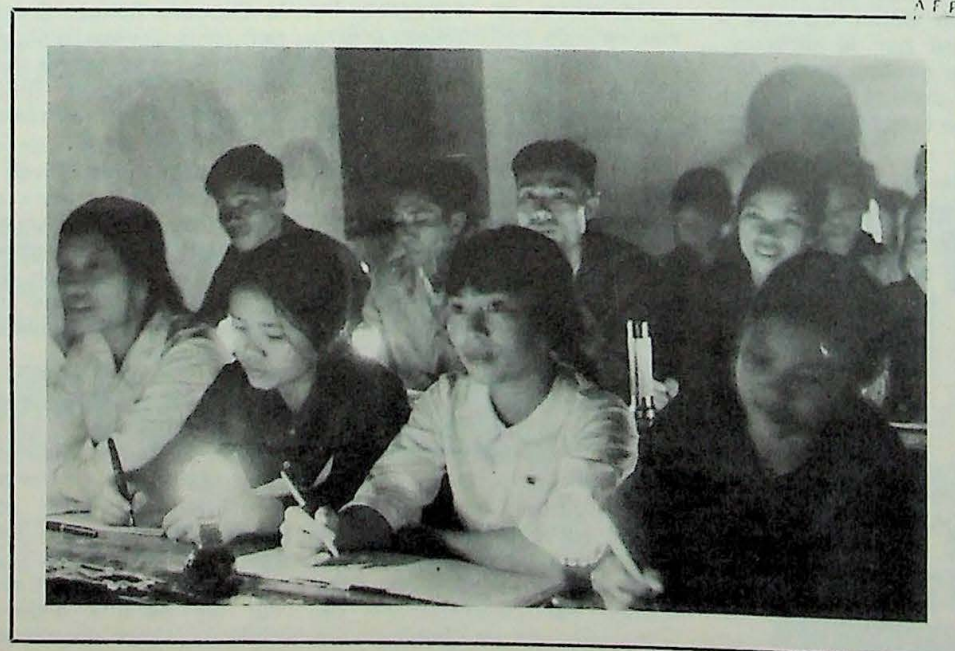
L'attaque de la base aérienne commença un peu avant deux heures du matin. Le général Lon Nol, de retour de Saigon où il était allé confirmer son allégeance au régime de Thieu, y avait atterri à minuit. La « Caravelle » qui l'avait ramené devait être en partie détruite au cours de la nuit. Mais quelques heures avant de quitter Saigon, il avait déclaré que « si les circonstances le permettaient » il envisageait la reconquête des provinces de Kratié et Stung-Treng, au nord-est du pays, dont son régime a perdu le contrôle depuis Mai 1970. Ce fossé, entre les prétentions affichées du chef du gouvernement et l'impuissance de ses troupes à défendre jusqu'à Phnom-Penh, donne la mesure des fantasmes où se complaisent les dirigeants cambodgiens depuis leur premier sauvetage par les forces U.S. en Mai 70. Toute lettre qui quitte le Cambodge est frappée par la censure postale de cette mention : « République khmère agressée par les impérialistes Vietcong-Nord-Vietnamiens. » C'est là, en raccourci, la doctrine officielle de cette guerre, où le Cambodge neutre et pacifique serait la victime par-

faitement innocente des communistes vietnamiens impérialistes. Et le problème est le « **bouter hors du sol national ces hordes athées** ». C'est la tâche que remplissent chaque jour dans un mimodrame télévisé les danseurs de l'université des Beaux-Arts et le thème d'une multitude d'affiches aux murs des administrations ainsi que de fresques naïves peintes sur des panneaux à proximité du Palais Royal : le plus souvent un Khmer, grand et musclé, balaie d'une massue une multitude de petits Vietnamiens aux visages horribles dans un bain de sang. Le jour du Têt, on avait même décrété le couvre-feu total à partir de 18 heures pour suggérer aux populations que les attaques des jours précédents ne pouvaient être le fait que des « **communistes vietnamiens** », qui se préparaient à rééditer sur Phnom-Penh leur attaque du Têt 68 sur les villes sud-vietnamiennes... Ce mimodrame permanent n'a guère été troublé tant que, loin de la capitale, étaient massacrés les fils de paysans, engagés pour l'attrait inespéré d'une petite solde, ou les jeunes gens qui vivaient à Phnom-Penh de l'hospitalité des pagodes — ceux que le député Sim Var, une notabilité du nouveau régime, qualifia

un jour de « **chiens de pagodes** ». Mais cette nuit-là, ce furent des ingénieurs du ministère des Travaux publics et des fonctionnaires du ministère du Tourisme qui furent tués. Non pas des « **illettrés** » mais des « **intellectuels** ». Car c'est sans ironie que les fonctionnaires et les lycéens de Phnom-Penh justifient toujours la coupure d'opinion entre la province et la capitale en affirmant que « **nous les intellectuels** », nous comprenons qu'il faut soutenir Lon Nol pour « **l'avenir du Cambodge** », alors que les paysans sont fidèles à Sihanouk ou sensibles à la propagande communiste parce que ce sont des « **illettrés** ». Sans aucune ironie. Pourtant les jugements de ces « **illettrés** », frottés à l'expérience quotidienne des faits, sont généralement beaucoup plus pertinentes que ceux des pseudo-intellectuels, des administrations ou des lycées, coupés de la vie réelle khmère, aliénés par des modes de vie européens, une propagande délirante et... de mauvais résumés de l'histoire de France.

Les avions U.S. bombardent

Pour le million d' « **illettrés** » qui doivent peupler Phnom-Penh actuellement, pour les « **parents pauvres** » des familles aisées, pour les coolies, les cyclo-pousseurs, les vendeurs sans étal, les employés de maisons, et plus encore pour les nombreux réfugiés de province, cette attaque ne fut pas une révélation, mais plutôt l'illustration concrète des thèmes de victoire qui sont développés quotidiennement par la radio du F.U.N.K. à partir de son émetteur cambodgien de Stung-Treng ou à partir de Pékin. Car si la loi martiale menace de lourdes punitions quiconque prêterait l'oreille à ces radios, tout Phnom-Penh méprise les informations officielles et écoute, à peine discrètement, les radios interdites. Cette écoute des radios du Front, la distribution de tracts du F.U.N.K. dans les quartiers périphériques et les complicités évidentes avec les rouges de l'extérieur, ce sont là les seules marques extérieures des sentiments antigouvernementaux qui règnent dans les quartiers populaires. Car, dans des situations souvent très précaires, quadrillés et surveillés par une police et une prévôté militaire pléthorique, les déshérités de Phnom-Penh subissent la guerre plus qu'ils ne participent à la lutte. Et ce sont eux d'abord qui souffrent du rapprochement des com-





A.F.P.

bats. On ignore le nombre de tués à Pochentong, mais il est très élevé ; car, à cause de l'insouciance ou de l'incurie des chefs de l'armée khmère, il n'y a pas d'intendance dans cette armée, et les femmes des soldats les suivent — avec leurs enfants — à la caserne et même au front pour leur trouver et leur préparer de la nourriture ! Chaque attaque contre un poste gouvernemental s'accompagne donc de « grosses pertes civiles ». Dans cette même nuit du 21 au 22 à partir de 4 heures du matin, les avions U.S. venus des porte-avions qui croisent depuis quelque temps dans le Golfe de Siam, ont bombardé sans merci les rives pourtant très peuplées du Mékong, pour tenter d'enrayer l'attaque de la base militaire navale de Chruï Chang Var. Le lendemain sur la route du village de Pochentong à Phnom Penh, c'était l'exode. En fin de matinée, après une explosion dans les locaux de la police d'immigration, c'était la chasse aux Vietnamiens et Chinois dans les rues. Dans la nuit du 26 au 27, un avion a longuement mitraillé au canon « électronique » les alentours d'Areï Khsat en face de Phnom-Penh, encore bombardés par des chasseurs-bombardiers T-28 dans l'après-midi du lendemain. Ces « faits de guerre » aggravent la situation du petit peuple de Phnom-Penh, déjà accablé par des hausses de prix prodigieuses, la diminution ou même l'arrêt de certaines activités économiques,

sources de petits emplois et l'arrivée toujours renouvelée de nouveaux réfugiés.

Le destin du "nouveau Viet-Nam"

Les « intellectuels » partagent tout de même avec les « illettrés » une récrimination importante : la réprobation du comportement des troupes sud-vietnamiennes sur le sol cambodgien. Les illettrés subissent les exactions ; les intellectuels, qui ont loisir d'y échapper, les ressentent comme des injures à leur autorité. Il est vrai que les Saïgonais ne sont pas discrets : pour pouvoir prendre le bac vers la ville cambodgienne de Neak Luong (au carrefour de la nationale n° 1 et du Mékong), les taxis collectifs doivent demander l'autorisation d'aller à « **Nouveau Saïgon** » ; et quand on envoie de Saïgon, une lettre dans la province khmère de Svay Rieng, l'adresse est libellée : « **Svay Rieng - Vietnam** ». A la suite d'une protestation gouvernementale officielle en décembre, les journaux ne se cachent plus pour exprimer le mécontentement sur ce problème. Une commission a même été créée pour enquêter sur la possible complicité entre les soldats sud-vietnamiens stationnés à la base de Pochentong et les « Vietcong » de l'extérieur : propagande, bien sûr, pour camoufler l'évidence de la responsabilité des Khmers rouges dans l'attaque de la base, mais signe de l'atmosphère qui règne

entre Phnom-Penh et Saïgon. Ce « **comportement inamical des troupes amies** », qui sont en train d'annexer le sud-est du pays, c'est une des contradictions où est enfermé le régime — incapable de la résoudre sans signer sa condamnation. Contradiction d'autant plus sensible, que les communistes ont la réputation de se « **conduire très correctement** », même si, bien sûr, c'est là de leur part « **ruse, habileté et psychologie** ». Un jeune réfugié ne comprenant plus rien à cette situation l'attribuait à un « mauvais destin » pour le Cambodge ; le destin, en l'occurrence, est bien aidé par les pesanteurs propres à une armée populaire d'un côté et à un pouvoir antipopulaire et à des troupes de mercenaires de l'autre.

Et maintenant ?

On ne peut guère deviner les intentions des combattants du F.U.N.K. S'ils tentaient de prendre militairement Phnom-Penh, ils ne se heurteraient pas à une grosse résistance de l'armée khmère qui, nulle part, ne met beaucoup d'ardeur à combattre d'autres khmers. Mais il leur faudrait compter avec les troupes spéciales de khmers kroms, recrutés dans la Cochinchine sud-vietnamienne et entraînés par des instructeurs américains, avec les bandes de mercenaires khmer serei entraînés depuis longtemps en Thaïlande par la C.I.A., et, bien sûr, les troupes sud-vietnamiennes et même amé-

ricaines qui ne manqueraient pas de débarquer en force. Dans l'immediat le gouvernement a marqué le coup : le lendemain de l'attaque sur les bases militaires, le général Lon Nol expliquait dans un communiqué que ce n'étaient là que des actes de sabotage, visant à impressionner les Phnompenhois, mais preuves irréfutables de la faiblesse grandissante de l'ennemi ; étonnante vision des choses ! Le 28 il lançait cependant un « **appel à la vigilance** » à la nation ; dans son vocabulaire, l'expression « **agresseurs communistes vietcong-nord-vietnamiens** » pour désigner l'ennemi a été remplacée par celle de **Thmils**, c'est-à-dire : « **Athées** » : première reconnaissance officielle du caractère communiste mais aussi khmer de l'ennemi ? La radio a répété que les pilotes cambodgiens n'avaient pas été tués. Pendant plusieurs heures deux T-28 — d'ailleurs sans pavillon — ont survolé Phnom-Penh en rase-motte pour prouver la survie de l'aviation khmère. Les Américains ont aussitôt établi un pont aérien entre leurs bases et la base de Pochentong, livrant des munitions, du fil-de-fer barbelé, et même... des sacs de sable.

Une relève de la droite

Les suites de cette attaque risquent d'être internes au milieu politique cambodgien. Lon Nol, militaire borné et quelque peu mystique, pourrait bien être un jour le bouc émissaire de cette situation qui s'effiloche de plus en plus. Mais les « équipes de rechange » sont peu nombreuses. Le prince Sisovath Sirik Matak ?, le vice-président du conseil, affairiste d'extrême-droite, soutenu par les U.S.A. et en cheville avec la C.I.A. depuis ses ambassades à Tokyo et Manille, Son Ngoc Than ?, l'ancien collaborateur du fascisme japonais, l'homme des Saïgonais, soutenu aussi par la C.I.A. ? Ou bien quelques jeunes colonels de l'armée ? parmi ceux qui se battent réellement et sont las de l'impérialisme des généraux à quatre étoiles, comme Lon Nol, à trois étoiles, comme Sirik Matak, ou à deux étoiles, comme In Tam. De toute façon, pour le moment, la relève serait plutôt à « droite », parmi les durs du régime. Car Phnom-Penh n'est pas Saïgon, et l'on ne fait même pas semblant ici de tolérer une opposition interne aux options gouvernementales — tout au plus quelques petits grenouillages de clans pour se hisser aux postes intéressants de la fonction publique. Le choix est entre l'approbation de l'action gouvernementale et le passage au maquis. La bonne société phnompenhoise s'interroge ainsi sur le départ récent de l'un des leurs, un médecin connu, pour le maquis du F.U.N.K. Le passage du côté des maquisards, n'est-ce pas maintenant, pour beaucoup de Cambodgiens, le seul moyen de sortir des contradictions où est enlisé le régime issu du coup d'état des affairistes et des militaires en mars 1970 ? □

Après Louis XVIII...

Henri Beley

A lire les reportages de la presse bourgeoise sur le voyage de Pompidou en Afrique, on songe irrésistiblement aux articles de l'« Illustration » sous la III^e République. Tout y est : le folklore africain, l'« accueil chaleureux » des indigènes, les « braves Ovolofs », la « coopération fraternelle », etc. Était-ce vraiment la peine de « décoloniser » ? se demanderont bien des lecteurs ignorants, tandis que les investisseurs capitalistes rient sous cape.

Oui, le tour était bien joué ! De Gaulle a su admirablement utiliser les meilleures cartes possibles pour l'impérialisme français. Au lieu de se cramponner à un statut administratif dépassé, il a décidé d'ouvrir toutes grandes les portes d'une indépendance factice et de faire jouer aux forces répressives locales le rôle jusque-là dévolu à l'armée française — quitte à leur donner un coup de main de temps en temps.

Oncle Tom Senghor

En déclarant d'entrée que « l'amitié franco-sénégalaise remonte à plus de trois siècles », Senghor a non seulement avoué que les sources de profit colonialistes sont entièrement préservées, mais il s'est une fois de plus découvert pour ce qu'il n'a jamais cessé d'être : le type parfait du *nègre domestique*.

Le « nègre domestique », expliquait Malcolm X (le grand leader afro-américain assassiné par la C.I.A. le 21 février 1965), c'est l'esclave bien nourri, attaché directement à la maison du maître, et qui, lorsqu'un début d'incendie s'y déclare, se précipite avec des seaux d'eau pour l'éteindre. A l'opposé de cet esclave consentant, le « nègre des champs » (c'est-à-dire l'écrasante majorité des esclaves) trime « comme un nègre », se fait fouetter, assassiner ; lorsque le nègre des champs voit flamber la maison du maître, écrit Malcolm X, non seulement il ne cherche pas à éteindre le feu, mais il prie tous les saints du paradis pour qu'il ne reste pas une seule pierre de la maison maudite.

Les « trois siècles d'amitié franco-sénégalaise » ont commencé avec la traite forcée des Noirs, notamment à partir de l'île de Gorée, à trois kilomètres de Dakar, que Mme Pompidou a eu la délicatesse de visiter. Ce n'est pas nous qui l'écrivons, mais « le Figaro » (6-7.2.71) : « Pour s'embarquer, des millions d'hommes — entendez-vous ? — des millions d'hommes, de jeunes femmes, l'ont franchie (la porte qui donne sur la mer) sans espoir. »

Ce que ni « le Figaro » ni Senghor ne disent, c'est que ces millions d'esclaves sont à la source même de la prospérité de l'Europe — une prospérité fondée sur la violence, le sang et la mort.

« C'est de Gorée que partait la plus grande partie du trafic des négriers », constate « le Figaro », qui avoue en même temps que le Sénégal remplit toujours sa fonction tristement privilégiée : « Après dix ans d'indépendance, elle (la cité de Dakar) est toujours au seuil de l'Europe, même si, plus que jamais, sa vocation est d'être la porte de l'Afrique ». Plus que jamais !... Senghor, ce nègre domestique, est bien placé pour le savoir, lui qui fut un des principaux constructeurs de l'ex-Union Française, après 1945.

Le roi, pourquoi pas ?

Avant la 2^e Guerre mondiale, l'impérialisme français utilisait la chair à canon sénégalaise, notamment pour briser des grèves en France. (Relire à ce propos « Le procès de la colonisation française », par Ho Chi Minh).

C'est évidemment pour rappeler ce passé glorieux que Pompidou est allé jusqu'à déclarer, à Dakar :

« C'est en voyant près de moi les dignes et émouvants représentants des anciens combattants qui ont partagé les épreuves historiques de la France que je me suis convaincu que les instructions que le roi Louis XVIII donnait en 1820 à ses représentants, de travailler du meilleur de leur cœur « à la fusion des intérêts et des affections » ont été bien comprises et bien exécutées ».

Cent ans après l'écrasement de la Commune de Paris, le représentant suprême de la bourgeoisie française reconnaît donc publiquement la communauté de nature entre la république bourgeoise d'aujourd'hui et la monarchie ultra-réactionnaire de 1820. Ah ! que la République était belle, sous l'Empire ! proclamaient déjà les bourgeois d'il y a cent ans. (A propos de ce rappel à 1820, rappelons que l'esclavage classique a été officiellement aboli en 1848...)

Monarchie bourgeoise, Empire bourgeois, République bourgeoise, Union française, Organisation Commune africaine, malgache et mauricienne (O.C.A.M.) : autant de formes institutionnelles qui tentent d'adapter les mœurs et intérêts économiques fondamentaux au degré d'évolution historique.

Débarquant à Abidjan, après sa tournée « triomphale » à Nouakchott et à Dakar, Pompidou a félicité Houphouët-Boigny — cet autre Oncle Tom — pour le « caractère exemplaire du comportement de la Côte-d'Ivoire, de son chef et de son gouvernement. »

Nous ferons dans un prochain article le bilan détaillé des intérêts économiques du capitalisme français dans les cinq États fantoches que Pompidou honore de sa visite.

A propos de l'internationalisme prolétarien

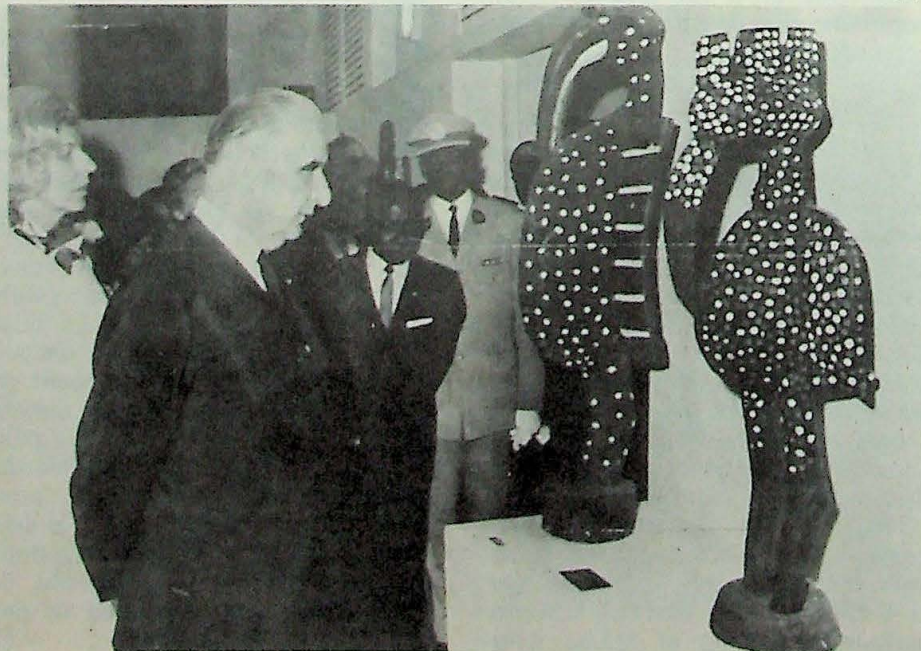
Terminons cet article-ci en nous félicitant de voir la « gauche révolutionnaire » française reconnaître enfin l'existence de l'impérialisme français. Ainsi, plusieurs semaines après l'assassinat d'Ernest Ouandié, le Secours Rouge s'est décidé à condamner Ahidjo. Mieux vaut tard que jamais. Certes, l'accent n'est encore mis, un peu partout, que sur le Tchad et le Cameroun. Reste le Sénégal, la Côte-d'Ivoire, la Mauritanie, le Gabon, le Togo, le Dahomey, la République Centrafricaine, etc. Sans oublier, bien sûr, les Antilles, la Guyane, la Réunion, etc.

C'est beaucoup, dira-t-on. En effet. C'est qu'en dépit d'un mythe bien enraciné, l'impérialisme français n'est pas un « sous-impérialisme »... Rappelons que des milliers de prolétaires, en provenance de ces pays, sont exploités en France même...

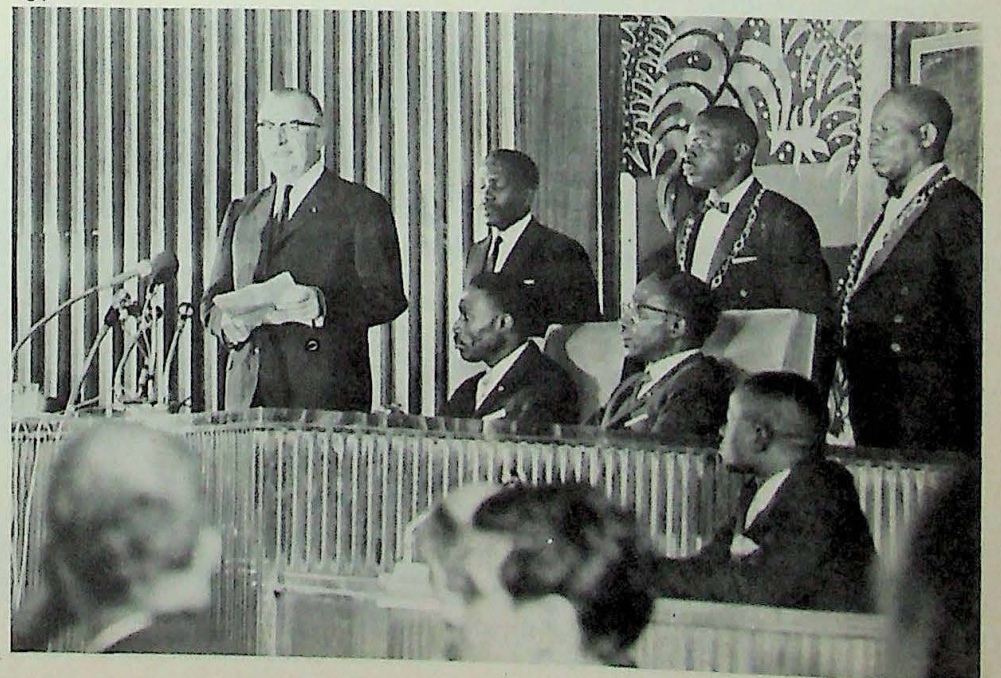
Nos camarades vietnamiens ne manquent jamais de rappeler qu'avant d'avoir affaire à l'impérialisme U.S., ils affrontaient l'impérialisme français. Dans les années 20 déjà, au 5^e Congrès de l'Internationale Communiste, Ho Chi Minh rappelait vigoureusement le P.C.F. à ses devoirs envers les peuples dominés par le colonialisme français. Le fait est que le mouvement ouvrier, dans notre pays, traîne derrière lui une lourde tradition d'« oubli » de ses devoirs internationalistes immédiats...

Reste donc à espérer que la solidarité de l'extrême gauche révolutionnaire avec les peuples opprimés par l'impérialisme français s'exprimera avec plus d'ampleur encore (et de constance...) après le retour de Pompidou.

Signalons enfin que Mobutu, successeur de Tchombé — l'assassin de Lumumba — est attendu en voyage officiel à Paris, en mars. □



AFP



Agip

Expulsion d'enseignants pour délit d'opinion

On pouvait lire récemment dans le journal du S.N.E.S. (U.S. du 16 décembre 1970) un « dossier » qui comportait une longue diatribe contre les collègues qui, à l'étranger, croient avoir encore le droit d'avoir des opinions et de les exprimer.

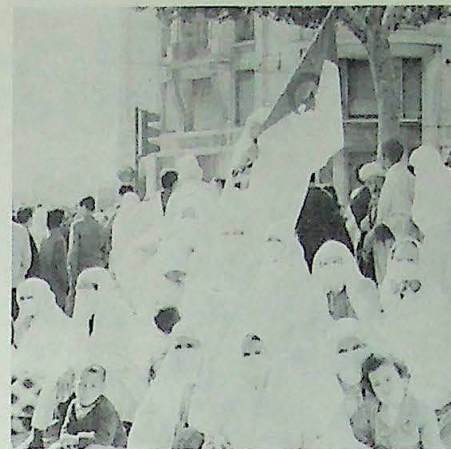
Aujourd'hui, 2 février, nous lisons dans « Le Monde » qu'il y a trois semaines un enseignant a été expulsé d'Oudjda, et qu'aujourd'hui même deux autres doivent être expulsés de Fès.

Il existe une brochure courageuse et mesurée éditée par les responsables du S3 du Maroc. Espérons que le S.N.E.S. ne va pas réagir, cette fois encore, par le silence de sa presse. Les syndiqués français ont le droit de savoir la vérité sur ce qui se passe au Maroc. Et nos camarades du Maroc ont droit à notre solidarité active.

Devant l'aggravation d'une répression brutale, devant des erreurs lourdes de conséquences, vient un moment où se taire n'est plus possible, même pour préserver de bonnes relations avec les autorités locales et le quai d'Orsay. Ou alors il faut cesser de prétendre faire du syndicalisme et briguer un poste d'attaché culturel.

Devant la répression, des prises de positions comme celles contenues dans le « dossier » du 16 décembre se montrent particulièrement graves, car elles apparaissent comme un feu vert donné aux forces de l'ordre.

Etant donné la nature du régime français, le Quai d'Orsay, ses ambassades, consulats et missions multiplient les collusions avec les éléments les plus réactionnaires de l'étranger. Au Maroc l'exemple est éclatant pour qui veut bien le regarder : toute la diplomatie a



Elie Kagan

tendu à enterrer progressivement l'affaire Ben Barka pour aboutir à la rencontre Oufkir-Maurice Schumann. Et l'assistance technique française va jusqu'à aider le pouvoir marocain à choisir les mauvaises têtes à expulser parmi les coopérateurs.

Chaque année une charrette : 1969 : vingt-deux fonctionnaires s'étant opposés à la transformation des écoles de la M.U.C.F. en écoles payantes. 1970 : le pasteur Jequier, qui s'était opposé à l'ambassade sur le même sujet, est expulsé sur de simples ragots. 1971 : Que se passe-t-il à Oudjda et à Fès ?

Le S.N.E.S. doit informer l'opinion et prendre position publiquement.

Union Internationale des Étudiants

Des manœuvres...

A la suite des manœuvres anti-démocratiques et arbitraires qui ont présidé à la tenue du X^e Congrès de l'Union internationale des étudiants (U.I.E.) :

— refus d'envoyer une lettre d'invitation à l'Association générale des étudiants martiniquais (A.G.E.M.), membre du Comité exécutif de l'U.I.E., l'Association générale des étudiants guadeloupéens (A.G.E.G.) membre de l'U.I.E. à l'Union des étudiants guyanais (U.E.G.), membre de l'U.I.E. ;

— refus d'accorder un visa à l'Union nationale des étudiants de France (U.N.E.F.) ;

— expulsion du territoire tchécoslovaque de la délégation de l'Union des étudiants grecs ; du délégué de l'Association générale des étudiants guadeloupéens ; d'un membre de la délégation de la Confederacion universitaria boliviana (Bolivie) ;

— menaces proférées à l'encontre du délégué de l'Association générale des étudiants guadeloupéens qui refusait de quitter

l'aéroport de Prague sans une note écrite de l'U.I.E.

Les Associations et Unions soussignées dénoncent ces manœuvres bureaucratiques et anti-démocratiques (contraires aux statuts de l'U.I.E.) comme étant la manifestation de la volonté du Secrétariat de l'U.I.E. et des autorités tchécoslovaques d'écarter du X^e Congrès de l'U.I.E. les courants politiques susceptibles de dénoncer la normalisation en Tchécoslovaquie et la ligne révisionniste de l'U.I.E. ;

Dénoncent par avance toute organisation à la solde de l'U.I.E. qui prendrait la parole au nom des étudiants guadeloupéens, guyanais ou martiniquais ;

Appellent les étudiants et les Unions d'étudiants véritablement anti-impérialistes à dénoncer le X^e Congrès de l'U.I.E. comme étant non représentatif du mouvement étudiant anti-impérialiste mondial.

● Ce texte a été signé par l'A.G.E.G., l'A.G.E.M., l'U.E.G. et la Confederacion Universitaria Boliviana.



Indépendance

A l'heure où la répression coloniale continue de frapper les militants révolutionnaires du G.O.N.G. — Groupe d'Organisation Nationale de la Guadeloupe —, un livre de Monique Vernhes et Jean Bloch retrace la longue marche des Guadeloupéens contre le colonialisme français.

Outre les informations sur l'histoire de la conquête française, la naissance de l'esclavage, ses deux abolitions (1794 et 1848) et la loi de l'Assimilation (1946) faisant de la Guadeloupe un département français, ce petit livre donne un aperçu sur l'économie actuelle de la Guadeloupe, caractérisée par la monoculture, le sous-équipement, la démographie galopante, la domination économique et le sous-emploi. Réserve de main-d'œuvre pour l'industrie et les services publics français, la France se charge, par l'intermédiaire du BUMIDOM — Bureau des migrations intéressant les départements d'outre-mer — de déporter gratuitement les émigrés et leur « assure, à leur arrivée en France, travail et formation professionnelle ! »

Le G.O.N.G. est le seul parti révolutionnaire de la Guadeloupe organisé et clandestin : il est né vers 1963 des erreurs du Parti communiste guadeloupéen — qui s'était rallié, après la guerre, à l'« assimilation » et devait condamner les soulèvements populaires de mai 1967 — et des réflexions menées de 1956 à 1960 par des étudiants de l'A.G.E.G. — Association générale des étudiants guadeloupéens. Son programme :

« Le G.O.N.G. est un détachement d'avant-garde de la classe ouvrière dont il doit représenter la forme supérieure d'organisation de classe. Son objectif consiste à réaliser en Guadeloupe la révolution socialiste... »

Sa charte précise :

« Les Guadeloupéens constituent un peuple majeur différent du peuple français. Communauté stable d'hommes avec un territoire propre, une histoire propre, une culture, une formation psychique, une langue (en dehors du français), une mentalité, des intérêts économiques, des mœurs, des besoins et des aspirations fondamentaux propres, ils constituent aujourd'hui une nation en pleine gestation, certes, mais dont les composantes sont suffisamment nettes pour qu'elle revendique tous ses droits. Il ne peut s'agir d'une minorité nationale pouvant s'intégrer à un ensemble national — français — plus grand. Il n'y a ici rien de comparable avec les exigences propres aux minorités nationales telles qu'on les rencontre en Corse, en Alsace ou en Bretagne, par exemple. Il en résulte que la Guadeloupe a le droit à la pleine souveraineté nationale... »

Il est important que les militants du Parti prennent des arguments dans ce livre contre l'impérialisme français et soutiennent nos camarades du G.O.N.G. qui luttent actuellement en Guadeloupe et en France contre l'oppression colonialiste et impérialiste française.

Jean RABART.

« Dossiers Partisans », chez Maspéro, 3 F.

Sur le front des luttes

Répression

La S.N.C.F. emploie du personnel auxiliaire notamment pour le ramassage des tickets. Ces travailleurs sont très mal payés et n'ont que des horaires partiels. Un certain nombre sont étudiants. La S.N.C.F. a décidé de revoir le contrat de travail de ces auxiliaires et leur en a proposé un nouveau... moins avantageux que le précédent. Normalement il n'y avait rien d'autre à faire qu'à l'accepter. Les auxiliaires pensent le contraire. Ils ont signé une pétition que trois d'entre eux sont allés remettre au chef de gare. Quel-

ques jours plus tard ces trois « gauchistes » étaient licenciés. Ils ont décidé d'observer une grève de la faim pour protester contre cette mesure répressive. Dans le même temps la C.F.D.T. porte l'affaire devant les tribunaux.

Deberny-Peignot

Cette entreprise de matériel d'imprimerie avait décidé de licencier treize travailleurs sans attendre l'avis de l'inspection du travail. Mal lui en prit puisque tous

les autres salariés se sont mis en grève. Trois jours après la direction revenait sur sa décision et le travail reprenait.

Gennevilliers

Pour obtenir des augmentations de salaires les 350 travailleurs de l'usine Rapido s'étaient mis en grève voici un mois. Ils viennent d'obtenir satisfaction : 0,30 F supplémentaires par heure et les salaires seront une nouvelle fois revus en mai prochain. 150 travailleurs immigrés ont participé à cette grève.

Renault

Le mouvement de grève né à l'île Seguin à la suite de la manipulation des salaires s'est transporté à Flins pour la grille unique et contre les conditions de travail insoutenables. Les débrayages avec défilé dans l'usine (drapeau rouge en tête), posaient clairement le problème de l'assemblée ouvrière, de son rôle dirigeant et du regroupement des travailleurs combattifs. L'action continue... y compris pour la réintégration des trois ouvriers de Billancourt et du travailleur de Flins licenciés pour « bris de matériel ».

Les syndicats ouvriers français (*)

Lucien Saintonge

La littérature concernant les syndicats s'accroît d'un nouveau titre. L'ouvrage de J. Capdevielle et R. Mouriaux ne fait toutefois pas nombre avec les autres livres consacrés aux centrales ouvrières. Il s'agit tout à la fois d'un recueil de documents, d'un état des connaissances et d'une introduction avec problèmes actuels.

Recueil de documents, le petit volume répond aux caractéristiques de la collection dans laquelle il est publié. Il met à la disposition des étudiants mais aussi des militants et, pourquoi ne pas le mentionner, des professeurs, des textes dispersés dans de nombreux livres. Sont rassemblés non seulement la Charte d'Amiens, le texte des accords Matignon, de l'accord du Terreur, du constat de Grenelle mais encore des extraits de *Salaires, Prix et Profits*, du *Rôle et tâche des Syndicats*. On pourra regretter l'absence de tel ou tel passage de Trotsky ou de Staline mais dans l'ensemble il faut reconnaître que les choix opérés par les auteurs sont judicieux et qu'ils ont finalement établi une anthologie cohérente et équilibrée.

Chemin faisant, l'ouvrage fait un bilan des connaissances concernant les syndicats. Les auteurs se sont centrés sur l'objet et non sur les théories qui ont tenté d'en rendre compte. Les structures, le champ et les moyens d'action sont présentés en recourant aux diverses études disponibles. Les auteurs apportent parfois leur propre contribution comme dans l'établissement d'une pyramide de la participation (p. 43-44) contestable mais qui aide à sortir du flou complet dans lequel on se trouvait jusqu'alors. L'optique choisie par les deux auteurs fournit un éclairage assez rare dans les ouvrages universi-

taires traitant des syndicats. Il ne s'agit pas de montrer comment les organisations ouvrières assurent — plus ou moins bien — un rôle de médiateur économique mais à quelle logique sociale répondent leur structuration, leurs interventions, leurs modes de défense. Instruments de classe, les syndicats n'échappent pas aux influences de l'environnement ; s'ils limitent les « empiètements » du capital, ce dernier s'applique à retourner contre la défense les succès obtenus.

Ce dossier sur les syndicats ouvriers en France fournit une introduction aux problèmes actuels du syndicalisme. Non seulement parce que les auteurs, comme ils l'indiquent dans la présentation, ont des opinions différentes, l'un étant plus proche de la C.F.D.T., l'autre de la C.G.T., mais aussi parce que l'ouvrage se situe sur le plan concret de la lutte syndicale et que la dernière partie du dossier s'applique à en montrer les implications présentes. L'ouvrage recourt alors parfois à des écrits journalistiques parce qu'il n'y a pas d'autres sources disponibles. La sélection des textes n'en fait pas moins sentir des problèmes de fond touchant les grèves sauvages, le rôle des groupes révolutionnaires, les nouvelles couches, les rapports des syndicats et des partis, le front syndical commun. Les auteurs n'expriment pas toujours explicitement leur avis sur ces questions. Visiblement leur souci est d'indiquer le lien exact des problèmes, d'aider à leur compréhension. A cet égard, l'ouvrage est assez pédagogique : il constitue ainsi un outil de travail remarquable pour les militants.

(*) J. Capdevielle et René Mouriaux : « Les Syndicats ouvriers en France ». A. Colin. Collection Dossiers U 2. 126 pages. 5,80 F.

Critique socialiste n° 3

● J.-M. VINCENT

« Rapport d'orientation au conseil national de Rouen. »

● LIBERTINI, Raniero PANZIERI

« Sept thèses sur le contrôle ouvrier. »

● Raniero PANZIERI

« Sur l'utilisation capitaliste des machines. »

● Christian LEUCATE

« Développement national et luttes de classes - Algérie 70. »

● Antoine RICHARD

« Pour un syndicalisme des travailleurs. »

● Pierre GAUTHIER

« Le salaire socialiste ».

Prix du numéro : 5 F.

Abonnements (6 numéros) : France 24 F - Etranger 32 F.

Editions SYROS, 54 bd Garibaldi, Paris-15^e (C.C.F. 19.706.28).



Collombert

Une conférence de presse sur les P.T.T.

La C.F.D.T. a donné vendredi dernier une Conférence de presse sur la grève des P.T.T. D'après ses dirigeants près de 60.000 agents ont suivi chaque jour l'ordre de grève lancé par F.O., la C.G.T. et la C.F.D.T. Cependant les responsables syndicaux ont surtout insisté sur la lassitude de nombreux travailleurs devant des grèves type 24 ou 48 heures dont l'efficacité reste douteuse. Dans de nombreux bureaux des actions plus dures et plus longues ont été envisagées sur trois objectifs : les salaires, la durée du travail et la tentative de privatisation du téléphone. Sur ces deux derniers points d'ailleurs ainsi que sur la suppression des zones de salaires et la réforme des catégories C. et D., le gouvernement a opposé un refus de toute négociation. Là comme ailleurs c'est en effet sur les actions qui portent sur l'organisation du travail et la rentabilité immédiate d'un secteur que le capitalisme est le moins enclin à faire des concessions. Aussi doit-on s'attendre à des luttes beaucoup plus dures appuyées sur une campagne d'explication auprès de la population dont nous donnons ci-dessous un exemple en reproduisant un tract distribué par les postiers de Clignancourt.

Les postiers de Clignancourt à la population du XVIII^e

Cette semaine les postiers entreront en grève. Pourquoi ?

Il règne actuellement un malaise dans la Poste et une habile propagande gouvernementale se donne pour tâche de dresser les usagers contre nous, postiers.

Les P.T.T. marchent mal... « Mais c'est la faute du personnel qui fait grève » prétendent hypocritement les responsables du gouvernement et du patronat.

C'est faux ! Nous sommes nous-mêmes, postiers, victimes de ce même malaise, comme vous, nous subissons le mauvais fonctionnement des lignes téléphoniques, les retards de plus en plus longs du courrier et comme vous, nous nous impatientons dans les longues files d'attente devant les guichets...

Nos conditions de travail sont absolument lamentables...

Savez-vous que nous sommes plus du tiers des postiers qui gagnons moins de 1.000 F par mois ?

Savez-vous que la semaine de travail à la poste s'échelonne sur sept jours ?

Le matériel dont nous disposons est rudimentaire et le gouvernement refuse de nous donner des crédits alors qu'il annonce officiellement 360 milliards de bénéfices !

De qui se moque le gouvernement ?

De vous, usagers de la Poste, et de nous aussi, postiers, de plus, il cherche à nous diviser.

Mais nous ne permettrons pas que l'on se moque éternellement de nous !

C'est pourquoi nous allons nous mettre en grève.

Nous avons des revendications et nous comptons les faire aboutir.

Le combat que nous menons n'est pas la lutte d'une minorité qui défend égoïstement des intérêts étroits, mais celui de toute une profession qui veut que les différentes catégories de postiers qui la composent, solidaires les unes des autres, obtiennent, par une pression commune, satisfaction à leurs légitimes demandes.

Ne jetez pas ce tract, discutez-en avec vos collègues, au travail, ou chez vous avec vos amis et voisins qui pourraient éventuellement être victimes de la propagande gouvernementale.

Soutenez la grève des postiers !

Ce tract a été réalisé par l'ensemble du personnel de Clignancourt, et approuvé par les organisations syndicales C.G.T. - C.F.D.T. - F.O.

4^e semaine aux Batignolles



D.R.

Après deux semaines de grèves tournantes allant jusqu'à quatre heures par jour, le conflit des Batignolles à Nantes rentre dans sa quatrième semaine de grève générale.

Pendant ce mois et demi de combat, la résistance s'est organisée face à une direction aux positions figées.

Le patronat nantais et les pouvoirs locaux redoutent les conséquences de ce conflit et semblent avoir hâte d'en finir, sans pour autant perdre la face.

Les travailleurs de l'usine, quant à eux, ne modifient en rien le contenu de leurs revendications et font face dans la dignité et la confiance.

La solidarité financière s'accroît de jour en jour, mais ne semble guère venir d'ailleurs que de l'échelon local. A noter que samedi 6 février, des ouvriers des Batignolles sont rentrés de Paris avec une collecte de la semaine.

Les femmes des travailleurs auxquelles se joignent d'autres ménagères et les agriculteurs — paysans en lutte, membres du C.D.J.A., etc. — ont dès le début de la grève mis en place le système d'approvisionnement et de distribution pratiqué en 1968 et cela avec une rapidité record. Cette forme de solidarité est et restera un élément très important dans ce combat.

L'extension rapide de la solidarité revêt un caractère d'urgence si l'on veut qu'après un mois de grève totale la lutte puisse être soutenue avec des chances de succès.

Après 15 jours de grève, les travailleurs et le patronat sont toujours face à face dans la grève des Batignolles.

Les patrons

Sont inquiets des formes de lutte que les travailleurs, de Ferrodo aux Batignolles sont obligés de mettre en avant pour imposer leurs revendications. Ils veulent en cassant cette grève décourager ceux qui refusent de se plier aux lois de la concertation et la paix sociale.

Les travailleurs

Ont, comme un seul homme relevé le défi : ils ont refusé de rentrer à genoux après le lock-out, avec uniquement des promesses de négociations et en laissant dehors leurs trois camarades à pied.

Ils ont à présent entamé la bataille d'une longue et dure résistance.

L'issue du conflit intéresse l'ensemble des travailleurs

Selon l'échec ou la victoire aux Batignolles se renforceront :

— les exigences et la répression patronales ;

— ou les chances de succès des revendications de tous les travailleurs.

Le combat des métallos des Batignolles

est notre affaire à tous :

Pour sortir victorieux de cette lutte les travailleurs des Batignolles doi-

vent pouvoir compter sur l'aide de tous les travailleurs, de toute la population laborieuse.

Le comité nantais de soutien à la lutte des Batignolles :

Il veut regrouper tous ceux qui sont décidés à participer :

— au soutien matériel des ouvriers en grève ;

— au soutien politique de la lutte des Batignolles : le soutien à la grève c'est aussi expliquer, partout où nous le pouvons, l'importance de cette épreuve de force menée depuis 15 jours.

Nombreux sont ceux qui ont déjà manifesté leur solidarité :

— les ouvriers nantais par leurs débrayages ;

— les paysans en apportant des denrées alimentaires aux familles des travailleurs en grève ;

— le comité universitaire par ses collectes, etc.

La solidarité doit encore se renforcer.

Partout où c'est souhaitable, particulièrement sur les quartiers, les écoles..., organisons des comités de soutien matériel et politique à la lutte des travailleurs des Batignolles.

Le comité nantais de soutien à la lutte des Batignolles
C.C.P. : Jean Gautier
3408-66 - Nantes

Le siège de Faulquemont

Jean-Yves Romo

Le 26 novembre 1970, le Conseil d'administration des H.B.L. (Houillères du Bassin Lorrain) décide la fermeture du puits de Faulquemont pour 1973, avec déjà un train de mutations pour fin 70 et début 71. Le 17 décembre, une délégation était envoyée au château de Hombourg-Haut (où siégeait le conseil d'administration). Les mineurs en colère envahirent le grand salon et faillirent lyncher les directeurs. Le lendemain, au fond, ils empêchèrent la poursuite du démantèlement de la mine en sequestrant trois ingénieurs au fond. Ils obtinrent du ministre l'arrêt provisoire du démontage des installations et la promesse d'une rencontre avec Ortoli, pour le mois de janvier. Pour sauvegarder leur instrument de travail, et leur raison de vivre, les mineurs n'avaient compté que sur eux-mêmes. Le pouvoir avait reculé.

Depuis jeudi 4 au matin, ils occupent le siège des H.B.L. à Merlebach. Là encore les mineurs en ont pris l'initiative. Ils ont entraîné avec les syndicats, toute la population derrière eux. Le deuxième siège de Faulquemont a commencé.

Une promenade en autocar

Ortoli avait promis une rencontre avec les syndicats. Elle a eu lieu au ministère de l'Industrie le 15 janvier dernier. Le cartel intersyndical (C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.F.T.C., C.G.C.) défendait devant le ministre la poursuite de l'exploitation du charbon. Les arguments sont multiples.

— Pourquoi condamner un bassin qui a un rendement supérieur à celui de la Ruhr (à charges et salaires égaux) alors que se pose de façon cruciale la viabilité du pétrole comme source d'énergie?

— Pourquoi condamner une région à devenir un désert alors que le bassin de Faulquemont est riche en réserves? On y a commencé les travaux (pour 10 millions de francs, soit un tiers des dépenses à engager) pour l'aménagement d'un deuxième étage d'extraction à 960 m au fond. Un milliard de « foutu en l'air » pour rien?

On n'enterre pas 300 millions de tonnes au moins, économiquement exploitables, dont les trois quarts cokéifiables en mélange, tel était l'avis des mineurs.

Le ministre renvoya la responsabilité à la Direction nationale des Houillères. Il parlait pétrole à ce moment-là, pas charbon!

Les syndicalistes se retournèrent donc vers la Direction des Houillères et se rendirent le 3 février au siège à Paris. Mais ils n'allaient pas négocier seuls! Répartis dans quatre cars, 160 des 1.500 mineurs de Faulquemont, montaient à Paris avec leurs manches de pioche et leurs casques. Ils étaient prêts à appuyer leurs délégués jusque dans le siège national des Houillères! (A l'initiative de la C.G.T., ils n'eurent en fait qu'une promenade touristique. Les cars n'allèrent pas au siège des Houillères mais à la Grange aux Belles où la C.G.T. leur organisa une petite réception avec projection de films!)

Les cars repartirent de Paris avec 160 mineurs en colère! La Direction des Houillères avait refusé les propositions syndicales. L'arrivée à Faulquemont jeudi 4 au matin fut houleuse. Les mineurs voulaient de nouveau aller investir le château du directeur à Hombourg-Haut. Les flics étaient là pour protéger le château. Les délégués syndicaux réussirent à dissuader les mineurs. C'est alors à Merlebach que les mineurs se rendirent. Ils envahirent le bâtiment de la direction des H.B.L.! Depuis jeudi ils organisent un siège dans ce bâtiment. La police déambule discrètement dans les rues. Les relais de garde du siège sont systématiquement organisés. « On veut pas crever. On ira jusqu'au bout! ». Les mineurs assis sur les banquettes veillent un cercueil en bois symbolisant l'enterrement de la mine. C'est toute la politique du pouvoir qui est là, séquestrée par les travailleurs.

L'occupation a commencé jeudi matin à 10 heures. Le cartel intersyndical dès jeudi après-midi faisait un tract mettant l'accent sur les trois points suivants :

— lutte contre le démantèlement et les mutations;

— garantie du plein emploi et de l'avenir;

— meilleures conditions de vie et de travail.

La C.G.T. essaya d'intégrer dans cette plate-forme des revendications salariales mais ses propositions furent repoussées. C'est une grève politique pour la survie de Faulquemont que les mineurs ont engagée.

Un combat politique

— Le VI^e plan prévoit dans cette région une chute de la production jusqu'à 1 million de tonnes (par an) en 1980 avec un effectif de 8.000 ouvriers. Or il y a actuellement 26.000 mineurs sur le bassin houiller de Lorraine. A l'Est du bassin aux puits Simon I, II, III, Nendel, Gargan autour de Forbach la productivité est la plus élevée d'Europe. A l'Ouest du bassin autour de Faulquemont et Creutzwald, le VI^e plan veut condamner à plus ou moins brève échéance les puits de Faulquemont, Folschwiller et La Houve et concentrer les activités vers l'Est, là où elles sont rentables. Cette concentration se ferait avec l'ouverture d'un nouveau puits à Cocheren près de Merlebach. Cette politique qui a conduit à condamner le puits de Saint-Fontaine, ne s'est bien sûr jamais accompagnée de toutes les mesures de reconversion nécessaires. Les prix préférentiels consentis aux



D.R.

aux mineurs de Faulquemont. L'ouverture du puits de Cocheren implique la fermeture de celui de Faulquemont. A l'appui de cette option la direction des Houillères et le gouvernement ont mis sur pied une « guérilla des mutations » qui n'a d'autre objectif que de dégoûter les mineurs de leur travail et permettre au moindre coût la concentration capitaliste. En 1969, une retraite anticipée avec prime pour tout travailleur qui avait 30 ans de mine, était mise au point. L'effet psychologique est simple : On mute un mineur à 20 km de l'endroit où il travaillait et habitait au départ. Puis on le mute ailleurs et ainsi de suite jusqu'à ce qu'il se décourage. Ce type de répression est habile. Les mineurs de Decazeville déportés en Lorraine l'ont essayé à leurs dépens.

— Pourtant on embauche dans les mines (1 % de l'effectif par an selon le VI^e plan) des jeunes de 18 à 25 ans. 75 % d'entre eux restent au maximum un ou deux mois. Ça décourage les vieux comme ça!

— La population s'est accrue dans la région. Seule source d'emploi! La mine. Aucune industrie capable d'embaucher

Ce sont ces aspects de la politique gouvernementale qui ont déterminé la violence des mineurs. Se battre pour conserver la mine est devenu le but de leur combat de classe. Refuser le VI^e plan et ses implications, démontrer que Faulquemont et le 2^e étage peuvent encore produire, tels sont leurs objectifs. Beaucoup d'entre eux disaient : « Aller faire des capotes, des revues pornos, des soutien-gorge » en Sarre, Non Merci! ». Ceci traduit bien leur souci : Mener la production du puits de Faulquemont et du bassin houiller à son terme tout en exigeant des possibilités de reconversion qu'eux-mêmes auront choisies. Depuis un an on leur promet une usine de chaudronnerie (Wissmann) à Faulquemont (1.000 emplois créés en cinq ans).

Ils ont compris que seul le combat paie! La solidarité des mineurs du bassin de la Loire va confirmer cette volonté de lutte. Le patronat des Houillères a, dimanche à Metz, confirmé sa décision d'arrêter les travaux pour l'extraction au deuxième étage (960 m) de Faulquemont. C'est la principale exigence des mineurs. C'est vers une épreuve de force que l'on se dirige.

L'épreuve de force

Deux cents mineurs occupent le siège d'une direction. Ils sont soutenus par leurs 1.500 camarades et la population. Leurs délégués ne les ont pas trahis dimanche en refusant les pseudo-promesses du directeur des Houillères (Morandat). Leur combat n'est pas le même que celui de M. Schwartz, député U.D.R. de la circonscription qui, en 1963, jouait les briseurs de grève et qui, à trois mois des élections, se réveille et prétend se battre pour la cause des mineurs. Le comité de défense créé par Schwartz est bidon! « Le Républicain Lorrain », publie des photos de tous les maires U.D.R. du canton de Faulquemont, « indignés » par la fermeture du puits. La main sur l'écharpe tricolore, ces messieurs oublient leurs trahisons passées à cause de leur frousse de perdre les élections. A Paris, à Merlebach, à Forbach, à Faulquemont, les U.D.R. sont tous les mêmes!

Ils ont oublié qu'un mineur lorrain condamné à fabriquer des soutien-gorge pour un salaire de misère dans une industrie de reconversion bidon est un homme révolté. Ils recueillent les fruits de cette révolte. Les mineurs ne veulent pas crever. De Greutzwald à Rosbrück, Faulquemont vaincra! Nous sommes solidaires de leur combat!



D.R.

magnats de la sidérurgie lorraine et le calcul de rentabilité capitaliste, condamnent toute action en faveur des mineurs. Si 18.000 d'entre eux sont condamnés, « qu'ils se débrouillent! » tel est le choix du patronat et du gouvernement!

— Vers l'Est, le gouvernement prometait 200 « reconversions » sur Merlebach,

l'excédent de main-d'œuvre! C'est donc en Sarre que les jeunes et les mineurs licenciés vont travailler. Ils ne retrouvent en aucun cas les conditions de salaires, les avantages et le goût pour leur métier que leur offrait la mine. 10.000 déportés en Sarre! Le bassin lorrain tend à devenir le dortoir de la Sarre!



SNCF

Le contrat conclu

Le Collectif Parisien Cheminot

Lorsque l'on examine le contenu de l'accord SNCF de janvier 71, accord dont la grande presse, la radio et la télé nous ont rebattu les oreilles pendant plusieurs jours, on est amené à se poser plusieurs questions :

Sur les salaires

Une augmentation de salaire n'est certes pas à négliger, mais rien n'est réglé pour nos camarades à la base. L'accord prévoit de « porter au 1^{er} novembre 71 le salaire brut annuel des agents à l'échelle 2 essai à 12.000 francs ». 1.000 F par mois en novembre 71, il n'y a pas de quoi pavoiser !

On peut noter aussi qu'en année complète, malgré la fameuse garantie d'échelle mobile, l'augmentation du pouvoir d'achat annuel sera inférieur à 2 %.

Remarquons également que le gouvernement avait annoncé dès 63 (époque de la mise en route de la procédure Toutée) son intention d'arriver à cette augmentation de 2 %. Ce qui revient à dire qu'au cours des négociations, le gouvernement a accordé ce qu'il avait décidé avant de nous octroyer.

D'autre part, pourquoi les accords « Charbonnage », RATP et EGF sont-ils plus avantageux que celui des cheminots ?

Sur la réduction du temps de travail

Nous n'avons pas encore réussi à faire appliquer une loi (les 40 heures) vieille de 35 ans.

Sur les problèmes des cheminots

Cet accord qui a eu une résonance nationale largement amplifiée par la presse bourgeoise, laisse totalement de côté des problèmes importants. La presse syndicale est révélatrice à ce sujet :

Pour la CGT : « Tribune des cheminots » du 18-01-71 :

La fédération CGT « maintiendra son refus absolu de cautionner la politique générale de l'entreprise et continuera d'agir notamment :

- contre la compression des effectifs du personnel,
- contre la fermeture des lignes ou cessation et transferts d'activité de la SNCF,
- pour l'aboutissement des revendications catégorielles,
- pour l'amélioration des conditions de travail... »

Pour la CFDT : « Le cheminot de France » du 01-02-71 :

« Lutte contre tous les aspects d'une politique économique libérale condamnée par la CFDT :

- aménagement du cadre de vie (transports, urbanisme),
- sauvegarde des nationalisations, défense de la notion de service public, lutte contre la privatisation,
- accroissement du pouvoir des travailleurs au sein des entreprises... »

Pour nous, voilà clairement indiqué par la CGT et la CFDT l'essentiel d'un programme d'action. Voilà les bases véritables à partir desquelles doit s'engager la lutte.

Mais alors, une question importante se pose : peut-on penser que de tels problèmes seront résolus autour du tapis vert ? Les négociations au sommet sans mobilisation préalable de la base peuvent-elles déboucher sur des résultats positifs ? Le doute est permis.

Il est évident que la politique des « contrats de progrès » mise en place par le gouvernement a pour but de démobiliser les travailleurs en assurant la « paix sociale » indispensable au système. Il est évident que le gouvernement cherche à « intégrer » les syndicats et la politique des contrats lui permet de polariser les appareils syndicaux sur des problèmes de salaires ; de négociations en négociations, il veut paralyser les syndicats et par voie de conséquence canaliser la combativité de la masse des travailleurs.

Nous pensons qu'il faut que les cheminots et leurs organisations s'engagent sur une autre voie. C'est en posant le problème de la réforme de la SNCF, c'est-à-dire : la compression des effectifs, la détérioration des conditions de travail et d'avancement, la fermeture des lignes et des établissements, la remise au secteur privé des branches rentables de l'entreprise... que nous pourrions contrer la politique du gouvernement. C'est par une large campagne d'information et d'explication, par des contacts entre les différentes catégories de travailleurs de l'entreprise, par la réunion d'assemblées, que nous parviendrons à élaborer une plate-forme capable de mobiliser les cheminots dans une lutte anticapitaliste.

Nous sommes persuadés que c'est en associant le plus grand nombre possible de cheminots à l'élaboration d'un programme d'action et aux choix quant à la manière de le faire aboutir que nous déboucherons sur une véritable stratégie révolutionnaire.

Les agriculteurs de Gençay démasquent les exploiters

La vente des Rouzelières, exploitation de 55 ha est entre les mains d'un marchand de biens qui est devenu propriétaire de 300 ha en 15 ans d'activité. Trois agriculteurs sont acquéreurs et s'entendent pour se la partager. Contre eux, un boucher expéditeur qui se retire quelque temps après devant les réactions des agriculteurs du coin. Un retraité de l'armée, chef de chantier à Poitiers, lui succède. Les trois agriculteurs demandent à

moutons dans ses appartements. Bien entendu, les flics sont de la fête, mais ils ont reçu des ordres : c'est l'opération sourire, opération en partie réussie puisque certains diront : « Les flics étaient avec nous ! ». D'autres, il est vrai, auront le « mauvais esprit » de demander à ces messieurs en uniforme si leur caserne — en somme leur outil de « travail » — leur coûte aussi cher qu'une ferme à un agriculteur...

obligés de s'engager à manifester dans le calme, mais se réservèrent néanmoins une porte de sortie : dans le calme, soit ! mais à condition que le marchand de biens vienne s'expliquer au meeting. Comme il était expressément prévu qu'il n'y aurait aucune attraction (ni tracteurs ni charrues), la deuxième fête risquait d'être moins animée que la première.

maison du marchand de biens, puis en direction d'une ferme où il s'était réfugié, les obligea à sortir leurs ustensiles des camions (fusils, lance-grenades). Finie l'opération sourire ! La mobilisation dans les rues de Gençay se prolongea jusqu'à 19 h 30, heure à laquelle le marchand de biens retira sa plainte.

Une prise de conscience

Tous les problèmes ne sont pas réglés, mais sans aucun doute c'est la première fois que des agriculteurs du département ont fait l'expérience de façon aussi nette et aussi large de leur force. Un nombre important d'entre eux se sont démarqués par rapport à la ligne réformiste qui a toujours fait le jeu des gros. Alors qu'ils s'attaquaient directement à un exploitateur en pensant que les pouvoirs publics et même la police pouvaient être neutres et protéger leurs intérêts,

Les récupérateurs n'ont pas le dernier mot

Au début de l'après-midi ce fut le cas, car les comptes rendus des négociations n'étaient pas de nature à faire vibrer les 500 agriculteurs rassemblés : l'achat de la ferme par la SAFER — seul résultat obtenu — ne pouvait en effet signifier un recul des exploiters et de leurs alliés. Si bien que, malgré l'ordre de dispersion lancé par le secrétaire de la FDSEA, la mobili-



la SAFER de faire jouer son droit de préemption en leur faveur, mais après de multiples complications, la ferme revient au retraité de l'armée.

Cette affaire est dénoncée publiquement par un tract ; le retraité de l'armée prend peur et se retire. Pour servir ses amis et écarter les trois agriculteurs, le marchand de biens décide de louer les Rouzelières. De plus, afin de bloquer toute action par des pressions financières, il amène un jeune agriculteur à rompre un bail signé il y a trois ans sur la ferme de Bussy et veut lui louer les Rouzelières. Le résultat sera toujours le même puisqu'il aura libéré une ferme pour l'attribuer à un marchand de bestiaux. Mais les agriculteurs du coin ont décidé de ne pas se laisser éliminer par quelques marchands de vaches et de biens. Ils entendent contrôler l'attribution de leur outil de travail.

A trois cents, ils passent à l'action sur les domaines du marchand de biens : labour et « désherbage » d'une prairie, promenade de ses

La ruée des récupérateurs

Entre-temps, de certains milieux syndicalistes au préfet, en passant par le président de la Chambre d'agriculture, on s'affole : il faut arrêter cela ! D'ailleurs on a le bon remède : la commission des structures. Là, au moins, on arrivera bien à faire entendre raison aux quelques agriculteurs noyés dans un ramassis de marchands de biens, de notaires, de fonctionnaires habiles et de pontes des différents organismes agricoles. Et même la solidarité entre exploiters a des limites : on est capable de sacrifier un marchand de biens pour que la corporation soit sauvée. En effet, le préfet dira : « Vous vous affrontez à quelqu'un qui emploie encore des méthodes archaïques, mais maintenant la plupart des experts fonciers usent de moyens plus adaptés à notre société moderne. »

Pris dans cette manœuvre de récupération soutenue par certains responsables syndicaux (FDSEA en particulier), les délégués furent



sation demeura effective, et lorsque le secrétaire du CDJA exigea la comparution du marchand de biens, tout le monde applaudit : plus question de partir ! L'action entreprise ne pouvait se conclure par un marché de dupes.

Chacun savait que le marchand de biens était bien protégé. En effet, d'une part, à la suite de sa plainte déposée le lendemain de la première action, un mandat d'amener avait été adressé au secrétaire du CDJA, et, d'autre part, d'importantes forces de police gardaient tous ses domaines. Cette fois, on pouvait voir vraiment de quel côté étaient les flics. La marche vers la

ils ont perçu concrètement qu'il n'en était rien.

Sur un plan plus général, cette action menée par la base épaulée par des éléments avancés du CDJA a démontré les limites et la compromission du syndicalisme traditionnel. En particulier, elle a fait sauter certains clivages mystificateurs : jeunes-vieux, inorganisés-militants, et fait apparaître les **clivages réels entre réformistes et révolutionnaires, entre exploiters et exploités**. Cette clarification est tout juste amorcée et les dangers de récupération à tous les niveaux subsistent, mais de nouvelles luttes déjà envisagées renverront les récupérateurs dans leur camp. □

Une lettre de la F.G.A. (*)

Monsieur le Directeur,

Dans le N° 482 de « Tribune Socialiste » vous publiez sous la responsabilité de vos correspondants à Quimper et à Brest deux articles, par ailleurs intéressants, sur « l'unité ouvriers-paysans » en Bretagne.

Le point de vue politique soutenu conduit à sous-estimer gravement la valeur des positions syndicales, à dénaturer un fait capital puis à ignorer une initiative syndicale.

En effet,

— 1°) page 9 : « Une demande d'augmentation de salaires, non hiérarchisée, se traduit par une grève très dure, de plusieurs jours, qui n'aboutit pas. »

Ceci est FAUX, à cette occasion les travailleurs ont gagné et un accord de non-hiérarchisation a été imposé à la direction, (voir texte joint et article de notre journal avec le texte du tract ouvriers-paysans) grâce à l'action ouvrière et à l'amorce d'unité réalisée avec les paysans. C'est d'ailleurs précisément parce que les manœuvres de la direction pour mettre l'opinion paysanne de son côté ont été déjouées par le syndicat de la F.G.A.-C.F.D.T. que ce résultat a pu être atteint.

— 2°) Le problème de l'unité, il est vrai, « brutalement posé », l'a néanmoins été en termes justes puisque la perspective de l'occupation en commun de l'usine laitière du groupe a fait céder la direction.

— 3°) Page 11 : « Le 23 décembre une manifestation de masse a lieu à Landerneau, organisée par les producteurs de lait... Les ouvriers stoppent les machines par solidarité... »

Il faudrait tout de même préciser que c'est à l'appel du syndicat C.F.D.T. (voir texte joint) que cet arrêt de travail a été réalisé.

Enfin tout ceci n'est pas exceptionnel, la recherche de l'unité d'action entre « travailleurs » (ouvriers et paysans) est une ligne constante de la F.G.A.-C.F.D.T. et de ses organisations depuis 10 ans.

Il ne faudrait pas que, sous prétexte de clarification, les syndicats en général, et les nôtres en particulier, ne constituent que des cibles commodes pour une critique systématique.

Les critiques justifiées sont toujours bienvenues, les contrevérités ou les omissions sont condamnables.

Sentiments syndicalistes.

(*) Fédération Générale de l'Agriculture (C.F.D.T.).

Nestlé

Le lait tourne mal

Depuis une trentaine d'années, Nestlé exploite à Gap une usine produisant du lait concentré. Cent quatre-vingts travailleurs y sont employés et l'activité de l'entreprise permet l'écoulement d'une grande partie de la production laitière du département des Hautes-Alpes.

Hélas, le lait concentré sucré se vend mal et le 11 janvier dernier la direction générale du groupe s'est déplacée à Gap pour informer le comité d'établissement, que les activités de l'usine allaient être réduites à la fin de l'année. Dans une région déjà défavorisée en matière d'emplois cet événement pose des problèmes cruciaux aux familles ouvrières.

La direction de Nestlé a quand même tenu à examiner les conséquences de cette fermeture avec les parlementaires du département et l'administration. A cette réunion on avait tout juste oublié de convier les représentants des travailleurs, ce qui laisse supposer qu'elle avait pour but essentiel de rechercher par quelle supercherie on pouvait éviter la colère ouvrière.

Le groupe est un grand producteur de lait en boîtes (Montblanc), d'aliments pour enfants (Guigoz), de confitures (Duchesse de Bourgogne),

de lait en poudre (Lurso), de petits déjeuners (Tonimalt), de fromages frais (Rumilly) ; il contrôle les fromages Claudel, Gerber, Dupont d'Isigny, Grosjean, Froblanc, Roustang ; il détient 20 % du capital de Chambourey, troisième producteur de yaourts. Il ne lui est donc normalement pas très difficile d'assurer une reconversion de son usine de Gap.

Mais une telle solution ne serait pas forcément satisfaisante pour les producteurs de lait de la région. En définitive, il se pourrait qu'ils soient les plus touchés dans cette affaire. Depuis trente ans, ils apportent « la matière première » qui assure les profits de Nestlé. Ils ont dû adapter leur production aux besoins de l'usine. Aujourd'hui, Nestlé les abandonne avec leurs vaches, l'équipement de leurs étables et bien souvent leurs dettes, les laissant seuls à essayer d'écouler leur production ailleurs ou à se reconvertir.

Face à la politique de concentration économique du grand capital, de plus en plus, les ouvriers et les paysans doivent s'unir pour se défendre contre leur exploitation et pour imposer leurs choix. □

jeudi
11 février

POLITIQUE Hebdo

numéro 19

- Une mairie, pour y faire quoi ?
Gestion de « droite », gestion de « gauche », quelles différences ?
- La bataille du pétrole.
Entre les grandes compagnies et les pays producteurs, une issue incertaine.
- Les louveteaux du gaullisme. Les militants de l'U.J.P. ont les dents longues.
- Le capitalisme anglais et le Marché commun.
Vieux rêves impériaux et réalités présentes.
- Eloge de Jaurès.
Il ne défiait rien, ni personne.

ABONNEMENTS

France, un an : 100 F, six mois : 60 F
Abonnement couplé avec POLITIQUE AUJOURD'HUI, un an : 150 F
POLITIQUE HEBDO, 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75 - PARIS 10°
C.C.P. La Source 31-813-28

Un certain nombre de jeunes travailleurs, dont des membres du P.S.U., ont voulu affronter sans faux-fuyants des problèmes de la jeunesse ouvrière. Ils viennent de fonder l'Organisation des Jeunes Travailleurs Révolutionnaires et de lancer un journal mensuel « Quatre millions de jeunes travailleurs ». Ils exposent ici librement les raisons de leur action.

Organisation des jeunes travailleurs révolutionnaires

De la révolte individuelle à la révolution socialiste

T.S. — Etre jeune travailleur aujourd'hui qu'est-ce que cela veut dire ?

OJTR. — Pour une partie importante d'entre nous c'est le chômage (sous toutes ses formes). Pour les autres c'est la déqualification, le boulot pénible, monotone, sans intérêt, mal payé, les cadences infernales, c'est la formation professionnelle au rabais. Pour beaucoup c'est la préoccupation de trouver un logement, une piaule décente où l'on soit chez soi, ce sont les loisirs que l'on nous offre moyennant notre fric, pour beaucoup de J.T. déplacés, c'est l'isolement.

Mais la vie des J.T. c'est aussi ce que veut nous faire avaler la société : s'écraser, penser comme la famille, ne pas dire trop haut ce que l'on pense ou plutôt ne pas penser du tout mais boulonner, obéir au chef, à l'adjutant, manger, dormir et recommencer toujours.

Cependant la surexploitation de la jeunesse, c'est de la dynamite au sein de la classe ouvrière et les gouvernants, les patrons, les tenants de l'ordre établi le savent et voilà pourquoi maintenant de tout côté on s'alarme, on crie à la catastrophe devant la montée du chômage des jeunes. D'ailleurs, la révolte éclate un peu partout individuelle, désespérée, ou déjà collective. Aussi la naissance d'une organisation de masse des J.T. n'est pas un hasard, elle peut devenir le moyen pour les J.T. de dépasser la révolte spontanée pour rejoindre la lutte collective et organisée de la classe ouvrière.

T.S. — Pourquoi une organisation de J.T. ?

OJTR. — Nous ne pensons pas qu'il faille attendre que les jeunes travailleurs deviennent adultes pour rejoindre le combat de la classe ouvrière, mais que celui-ci a besoin de l'apport de la jeunesse, en tant que telle et d'une manière collective dès aujourd'hui. Et pour nous, cela n'est possible que si les jeunes travailleurs s'organisent eux-mêmes, luttant contre la condition qui leur est faite, prenant en charge leurs problèmes, exerçant leurs responsabilités. Aussi l'OJTR, réaffirmant à nouveau dans le mouvement ouvrier la nécessité d'une organisation autonome de la jeunesse, se veut l'école du socia-

lisme, le moyen pour la jeunesse de faire l'apprentissage de la lutte révolutionnaire.

T.S. — Comment l'OJTR entend-elle situer, développer son action ?

OJTR. — L'OJTR c'est un moyen pour lutter collectivement, à partir de ce qui nous touche directement. Nous avons à développer des actions sur les salaires, le sous-paiement des J.T., sur les conditions de travail, les horaires, tout ce qui esquinte notre santé, tout ce qui nous empêche de prendre de véritables loisirs, contre la hiérarchie à l'usine, au bureau, contre la déqualification, la formation professionnelle au rabais, les discriminations de sexe, de race, formes et moyens d'action qui soient toujours révélateurs des causes de l'exploitation, qui amplifient la lutte, mettant en œuvre une solidarité de classe et annonçant déjà les solutions socialistes à opposer au capitalisme.

Ce peut être le boycott du restaurant d'un F.J.T., ce peut être une grève de loyer, une occupation de locaux, l'entrée forcée d'un festival Pop ou autre, l'occupation d'une piscine en entrant gratuitement ; ce peut être organiser d'autres formes de loisirs, ou ralentir la cadence sur une chaîne, chanter lorsque les chronométrateurs arrivent... Finalement, l'important se situe au niveau du développement et de l'extension de ces luttes — liaisons entre les C.E.T., les F.J.T., etc., permettant la participation collective des J.T. aux décisions, aux responsabilités, permettant la discussion, l'élévation de la conscience de classe en même temps que l'efficacité de la lutte, c'est-à-dire son aboutissement à changer un rapport de forces en faveur des travailleurs.

T.S. — Cela vous semble-t-il suffisant pour amener les jeunes à devenir des militants révolutionnaires ?

OJTR. — Nous pensons qu'il y a un moyen complémentaire et indispensable qui est la formation.

Pour nous, cette formation ne peut être qu'au service de la lutte, à partir de nos problèmes de jeunes travailleurs. Evidemment, la présence dans la lutte est le moyen de formation essentiel, mais notre expérience individuelle est toujours limitée, il y a d'abord l'expérience

de tout le mouvement ouvrier, qu'il faut être capable d'utiliser concrètement, il y a l'expérience des camarades en d'autres lieux, d'autres situations, qui nous semble aussi être un éclairage indispensable, parce que nous ne menons pas un combat isolé, dans notre coin mais nous participons à une lutte de classe pour l'avènement du socialisme.

Dès que des groupes se constituent on fait des stages de formation. Par exemple, à Lyon, les jeunes qui venaient n'avaient vraiment aucune analyse ni connaissance politique. Rien du tout. Ils avaient une petite conscience de classe, au niveau des tripes.

TS. — Ce qu'on remarque, c'est qu'il y a spontanément presque autant de filles que de garçons, et que celles-ci interviennent activement. Vous vous êtes expliqué pourquoi ?

OJTR. — Pour le moment la question n'a pas été posée au sein de l'OJTR, et on ne veut pas introduire le « problème de la femme » d'une manière facile. Ça viendra très vite cependant.

Mais c'est justement parce que l'OJTR n'est pas un cercle d'initiés qui fait des grands discours que les filles se sont trouvées spontanément dans le coup. D'ailleurs dans les organisations politiques, groupuscules, PSU — quant aux autres c'est pire —, les « chefs », ceux qu'on admire, c'est ceux qui parlent bien, c'est-à-dire des hommes.

C'est parce que les partis politiques donnent la priorité à la parole, mais surtout à l'individuel et non au collectif.

TS. — Des comités de base, un journal qui n'a pas un titre « gauchiste », ni du rouge partout, mais des photos, des bandes dessinées et des articles pas trop longs. Que voulez-vous en faire ? Comment en êtes-vous arrivés là ?

OJTR. — Il nous est apparu indispensable d'avoir un journal de masse, et une diffusion nationale pour être efficaces. Et puis, nous ne sommes pas un parti politique, nous avons donc à nous démarquer, tant par le mode d'organisation que par le style d'information. Nous voulons faire de l'OJTR le passage de la révolte individuelle à la révolution socialiste. □